

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
SEPTEMBRE 2025**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 4ÈME AFFECTATION
POUR 2025**

Sommaire

<u>EXPOSÉ DES MOTIFS</u>	3
<u>PROJET DE DÉLIBÉRATION</u>	7
<u>ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</u>	13
<u>ANNEXE 1 - LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX - AIDES COLLECTIVES</u>	14
<u>ANNEXE 2 - AIDE AUX CENTRES DE PLANIFICATION-CONTRACEPTION-IVG</u>	43
<u>ANNEXE 3 - INNOVATION SOCIALE EN SANTE</u>	46
<u>ANNEXE 4 - SANTE NUMERIQUE ET INNOVATION</u>	49
<u>ANNEXE 5 - PREVENTION SANTE JEUNES</u>	52
<u>ANNEXE 6 - CONVENTION MARAUDES RATP - OPPELIA</u>	75
<u>ANNEXE 6 bis - Fiche projet RATP - OPPELIA</u>	95
<u>ANNEXE 7 - SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS DE SANTE DANS L'EXERCICE DE LEUR</u> <u>ACTIVITE</u>	98
<u>ANNEXE 8 - CONVENTION 2026-2029 RELATIVE A L'ORS IDF</u>	101
<u>ANNEXE 9 - SOUTIEN AUX GRANDES VULNERABILITES</u>	109

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport vise à donner corps aux ambitions de la Région Île-de-France en matière de santé et d'accès aux soins sur l'ensemble du territoire. Il a ainsi pour objet d'attribuer **33 subventions**.

Il propose à ce titre l'affectation d'un montant d'autorisations de programme (investissement) d'un montant global de **2 214 657,92 €** dont **2 164 657,92 €** prélevés sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI », code fonctionnel 414 « Dispensaires et autres établissements sanitaires » et **50 000 €** prélevés sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté » et d'un montant d'autorisations d'engagement (fonctionnement) de **604 251 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » dont **552 251 €** prélevés sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé » et **52 000 €** prélevés sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI », code fonctionnel 410 « Services communs ».

1. Au titre du fonds régional de résorption des déserts médicaux et du soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité

Ce rapport propose de participer à la réalisation de **14 opérations** dans le cadre de la lutte contre la désertification médicale permettant **14 aides** à la création, l'extension et l'équipement de structures collectives dont 8 cabinets de groupe, 3 centres de santé et 3 maisons de santé pluriprofessionnelles relevant du dispositif « fonds régional de résorption des déserts médicaux » et présentées en **annexe 1** à la délibération, pour un montant global de **2 154 698 €** dans le cadre du programme HP 414-004 (141 004) « Renforcement de l'offre de soins », action 141 004 02 « fonds régional de résorption des déserts médicaux ».

Il est proposé d'abonder la ligne « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » action 141 004 02 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux », sous-fonction 41 « santé », code fonctionnel 414 « Dispensaires et autres établissements sanitaires », programme HP 414- 004 (141 004) « Renforcement de l'offre de soins » du chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » à partir de l'action 14200701 « Aide aux femmes et aux familles » du programme HP 424-007 (142 007) « Aide aux femmes et aux familles », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté », sous-fonction 42 « action sociale », chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) » pour un montant de **40 704,30€**.

Ce rapport propose également de s'engager auprès des professionnels de santé afin de leur permettre d'exercer leurs missions dans les meilleures conditions possibles, ce qui passe notamment par la préservation de leur santé. La Région soutient à ce titre les initiatives visant à lutter contre les risques psychosociaux affectant ce public, et proposant des prises en charge adaptées et individualisées.

Ce rapport propose ainsi de participer à la réalisation d'**une opération** relevant du dispositif « Une Région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé », pour un montant global de **50 000 €**, et présentée en **annexe 7** à la délibération.

2. Au titre de l'aide aux centres de planification-contraception-IVG

La Région Île-de-France s'engage pour garantir un accès équitable aux soins gynécologiques et obstétricaux pour toutes les Franciliennes. A ce titre, elle apporte un soutien essentiel à l'équipement des centres de planification et d'éducation familiale. La Région s'attache à soutenir l'accompagnement des femmes qui font face à des grossesses non désirées. Elle encourage également toutes les initiatives visant à faciliter l'accès à la contraception.

Ce rapport propose de participer à la réalisation **d'une opération** relevant du dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG ». Le projet est présenté en **annexe 2** à la délibération. Cette subvention réaffirme le soutien de la Région aux structures médicales faisant de la santé sexuelle une priorité.

Cette opération d'un montant total de **9 959,92 €** relève du programme HP 414-004 « Renforcement de l'offre de soins », action 141 004 05 « Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG ».

3. Au titre de l'innovation sociale en santé

La Région Ile-de-France a fait de la promotion de la santé l'une de ses priorités. A ce titre, elle a souhaité s'investir spécifiquement sur la question de l'innovation sociale en santé. Aussi la Région s'engage dans des actions visant à promouvoir des actions socialement innovantes au service de l'accès aux soins des Franciliens.

Pour cela elle souhaite apporter son soutien au projet socialement innovant d'acquisition du premier véhicule de secours 100% électrique. La mise en service du premier véhicule de ce type permettra d'assurer les missions traditionnelles de la protection civile, à savoir le transport d'une équipe d'intervention et du matériel de secours permettant la prise en charge d'une victime, tout en contribuant à la transition écologique et à la réduction des nuisances sonores en ville.

A ce titre, ce rapport propose de participer à **cette opération**, pour un montant de **50 000 €** en investissement. Ce projet relevant du dispositif « innovation sociale - investissement » est détaillé en **annexe 3** à la délibération.

4. Au titre du dispositif santé numérique et innovation

La Région s'engage pleinement dans le soutien des initiatives visant à promouvoir les avancées technologiques dans le domaine de la santé, dans le but d'améliorer la qualité de l'accès aux soins et de mieux prendre en compte les impacts environnementaux sur la santé. L'intelligence artificielle, l'utilisation pertinente des données de santé et le développement des dispositifs de patients experts sont autant de secteurs innovants que la Région entend soutenir.

À ce titre, elle apporte son soutien à tous les acteurs qui proposent des solutions novatrices ou expérimentales ayant vocation à être généralisées, et ce, afin de transformer durablement les interventions dans le champ de la santé.

Le projet présenté apporte des solutions concrètes à la coordination des professionnels de santé dans leur exercice et à la prise en charge des patients.

Ce rapport propose de participer à la réalisation **d'une opération** relevant du dispositif « Santé numérique et innovation » présentée en **annexe 4** à la délibération pour un montant de **30 000 €**.

5. Au titre du dispositif prévention santé jeunes

La Région soutient les actions de prévention en faveur des jeunes conformément aux préconisations issues des travaux du Comité Prévention Santé Jeunes, mis en place sur le

fondement de la délibération n° 97-16 du 17 juin 2016.

Ses objectifs sont de combattre le mal être des jeunes, limiter les comportements à risque et favoriser leur bien-être en développant leur confiance, le sens de la responsabilité et la capacité à lutter contre le harcèlement.

Ce rapport propose de participer à la réalisation de **11 opérations** relevant du dispositif « Prévention santé - jeunes », pour un montant de **229 011 €**, et présentées en **annexe 5** à la délibération.

6. Partenariat avec la RATP et plusieurs autres partenaires publics et associatifs

Ce rapport propose le renouvellement de la convention multi-partenariale relative à la présence d'usagers de drogues dans les gares et stations de la RATP, présentée en **annexe 6**, ainsi que la participation à la réalisation de l'action associée en **annexe 6 bis**, pour un montant de **32 000 €**.

Ce projet correspond au renouvellement de la convention relative à la prévention de la toxicomanie dans le métro signée à la CP n° 2022-088 du 23 mars 2022.

L'action 2024 avait permis de réaliser 427 maraudes, soit plus du double qu'en 2020. La file active s'était élevée à 483 personnes : toutes ont été accompagnées et orientées vers des dispositifs adaptés.

7. Au titre des affectations aux organismes associés à l'action régionale en matière de santé

Ce rapport propose d'affecter **253 240 €** en faveur des organismes associés à l'action régionale dans le domaine de la prévention et de la santé. Cette affectation correspond au solde des subventions inscrites au budget 2025 au bénéfice des organismes associés suivants :

- Ile-de-France prévention santé sida (Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé des jeunes - CRIPS), pour un montant de **201 240 €** ;
- L'Institut Paris Région (pour l'Observatoire régional de la santé – ORS) pour un montant de **52 000 €** ;

Les rapports d'activité 2024 de ces deux organismes, ainsi que le programme d'actions 2025 de l'ORS sont consultables auprès de la direction Région solidaire.

8. Au titre du renouvellement de la convention partenariale avec l'ORS IDF

Le présent rapport propose au vote des élus le renouvellement de la convention de partenariat avec l'ORS IDF pour les années 2026, 2027, 2028 et 2029 lui permettant de poursuivre ses missions. Cette convention est présentée en annexe **8** à la délibération.

9. Au titre du soutien aux grandes vulnérabilités

Certaines pathologies créent de fortes vulnérabilités, sources d'inégalités sociales et territoriales. Dans le cadre de sa politique Région solidaire, le Conseil régional a fait de l'aide aux plus fragiles une priorité. Pour cette raison, la Région s'engage résolument à soutenir toutes les initiatives destinées à apporter un accompagnement aux personnes qui font face aux défis du cancer. Dans

cette perspective, la Région renouvelle son soutien financier aux actions promouvant une pratique sportive régulière, considérée comme moyen de prévention des cancers et de maintien en santé des personnes en rémission ou guéries.

Ce rapport propose de participer à la réalisation d'une opération relevant du dispositif « Soutien aux grandes vulnérabilités », pour un montant global de **10 000 €**, présentée en annexe **9** à la délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 25 SEPTEMBRE 2025

LA POLITIQUE RÉGIONALE EN FAVEUR DE LA SANTÉ EN ÎLE-DE-FRANCE - 4ÈME AFFECTATION POUR 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique et notamment l'article L1424-1 ;

VU la délibération n°CR 03-12 du 27 septembre 2012 modifiée relative à la politique régionale de santé ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 »

VU la délibération n° CR 2017-51 du 09 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 modifiée relative à la lutte contre les déserts médicaux ;

VU la délibération CP 2019-066 du 19 mars 2019 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 2^{ème} rapport pour 2019 »

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2022-027 du 28 janvier 2022 relative à une nouvelle convention entre la Région et le groupement d'intérêt public « transport sanitaire par hélicoptère en Île-de-France » (GIP TSHIF) ;

VU la délibération n° CP 2022-088 du 23 mars 2022 relative à la politique régionale en matière santé, 2^{ème} rapport pour 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptable et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-088 du 29 mars 2023 relative à une nouvelle convention triennale 2023-2025 entre l'Etat, la Région Île-de-France, l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France et

l'Institut Paris Région relative à l'Observatoire Régional de Santé (ORS) Île-de-France ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relatives aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 – la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles, 5^{ème} rapport pour 2024 – relative à l'approbation de la convention-type en fonctionnement et en investissement Action Sociale et Santé ;

VU la délibération n° CP 2025-005 du 30 janvier 2025 relative à la politique régionale en matière santé, 1^{ère} affectation pour 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-075 du 27 mars 2025 relative à l'approbation de la COM 2025-2027 avec Ile-de-France Prévention Santé Sida (CRIPS) ;

VU la délibération n° CP 2025-125 du 19 juin 2025 relative à la politique régionale en matière santé, 3^{ème} affectation pour 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-131 du 19 juin 2025 - Oriane - Jeunesse et promesse républicaine, 3^{ème} rapport - relative à l'adoption des nouvelles conventions-types IRIS de subvention en fonctionnement et en investissement ;

VU le budget de la Région pour 2025

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-231 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dispositif « Aides en investissement à l'installation et au maintien des professionnels de santé »

Décide de participer au titre du dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » au financement des projets détaillés en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution de **14** subventions d'un montant maximum prévisionnel **de 2 154 698 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **2 154 698 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI) », code fonctionnel 414 « Dispensaires et autres établissements sanitaires », programme HP 414-004 « Renforcement de l'offre de soins », action 14100402 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux » du budget 2025.

Article 2 : Dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG »

Décide de participer à la réalisation d'une opération relevant du dispositif « Aide aux centres de planification-contraception-IVG ». Ce projet est présenté en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **9 959,92 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **9 959,92 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 414 « Dispensaires et autres établissements sanitaires », programme HP 414-004 (141 004) « Renforcement de l'offre de soins », action 14100405 « Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG » du budget 2025.

Article 3 : Dispositif « Aides régionales en faveur de projets socialement innovants – investissement »

Décide de participer au titre du dispositif « Innovation sociale - investissement » au financement du projet détaillé en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en investissement adoptée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **50 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 424 - Personnes en difficulté, programme HP 424-007 « Aide aux femmes et aux familles », Action 14200701 « Aide aux femmes et aux familles » au titre du budget 2025.

Article 4 : Dispositif « Santé numérique et innovation »

Décide de participer au titre du dispositif « Santé numérique et innovation » au financement d'un projet détaillé en annexe 4 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **30 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé », programme HP 412-003 « Prévention et éducation pour la santé », action 141 003 01 « Ile-de-France Prévention Santé Sida » au titre du budget 2025.

Article 5 : Dispositif « Prévention santé jeunes »

Décide de participer au titre du dispositif « Prévention Santé - Jeunes » au financement des projets détaillés en annexe 5 de la présente délibération par l'attribution de **11** subventions d'un montant maximum prévisionnel de **229 011 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **229 011 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et

action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation à la santé », programme HP 412-003 (141 003) « Prévention et éducation à la santé », action 14100301 « Ile-de-France Prévention Santé Sida » du budget 2025.

Article 6 : Nouvelle convention de partenariat avec la RATP et autres partenaires publics et associatifs

Décide de renouveler la convention de partenariat pour le projet relatif à la présence d'usagers de drogues dans les gares et stations de la RATP.

Approuve la convention présentée en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Article 7 : Dans le cadre de la convention de partenariat avec la RATP et autres partenaires publics et associatifs

Décide de participer au titre du dispositif « Prévention Santé - Jeunes » au financement du projet détaillé en annexe 6 bis de la présente délibération par l'attribution d'une subvention à l'association Oppelia Charonne d'un montant maximum prévisionnel de **32.000€**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **32 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation à la santé », programme HP 412-003 (141 003) « Prévention et éducation à la santé », action 14100301 « Ile-de-France Prévention Santé Sida » du budget 2025.

Article 8 : Dispositif « Soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité »

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux professionnels de santé dans l'exercice de leur activité » au financement d'un projet détaillé en annexe 7 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **50 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **50 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé », programme HP 412-003 « Prévention et éducation pour la santé », action 141 003 01 « Ile-de-France Prévention Santé Sida » du budget 2025.

Article 9 : Attribution de subventions aux organismes associés

Décide d'attribuer aux organismes associés ci-dessous dénommés le solde des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2025, selon les montants figurant ci-après :

- Île-de-France Prévention Santé Sida (CRIPS)
- Observatoire régional de la santé (ORS)

Affecte une autorisation d'engagement de **201 240 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « santé », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé », programme HP412-003 (141 003) « prévention et éducation à la santé », action 141 003 01 « Île-de-France Prévention Santé Sida » du budget 2025.

Affecte une autorisation d'engagement de **52 000 €** disponible sur le chapitre 934 « santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », sous-fonction 41 « santé », code fonctionnel 410 « services communs », programme HP410-001 (141 001) « Observatoire régional de la santé », action 141 001 01 « Observatoire régional de la santé » du budget 2025.

Article 10 : Renouvellement de la convention avec l'ORS IDF

Approuve la convention relative à l'Observatoire régional de santé pour la période 2026-2029, jointe en annexe **8** à la présente délibération.

Autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Subordonne le versement des subventions attribuées au bénéfice de l'ORS à la signature de la convention précitée.

Article 11 : Dispositif « Soutien aux grandes vulnérabilités »

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux grandes vulnérabilités » au financement d'un projet détaillé en annexe **9** de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **10 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type en fonctionnement approuvée par délibération n° CP 2024-327 du 15 novembre 2024 modifiée et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 412 « Prévention et éducation pour la santé », programme HP 412-003 « Prévention et éducation pour la santé », action 141 003 01 « Ile-de-France Prévention Santé Sida » du budget 2025.

Article 12 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 aliéna 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 - LUTTE CONTRE LES DESERTS MEDICAUX - AIDES COLLECTIVES

DOSSIER N° EX092034 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif - Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à l'Isle-Adam (95)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	315 000,00 € HT	30,00 %	94 500,00 €
	Montant total de la subvention		94 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE L'ISLE-ADAM

Adresse administrative : 45 GRANDE RUE
95290 L'ISLE ADAM

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur SEBASTIEN PONIATOWSKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison de santé pluriprofessionnelle à l'Isle-Adam (95).

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2024 - 15 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS.

Le projet porte sur la création de la première maison de santé pluriprofessionnelle à l'Isle-Adam. L'implantation de cette structure a pour objectif de répondre aux besoins en soins de la population locale ainsi qu'à ceux des habitants résidant dans les zones plus fortement carencées à proximité.

La maison médicale permettra l'installation de cinq professionnels de santé :

- Trois médecins généralistes dont un exerçant en secteur 1 et deux en secteur 2 OPTAM
- Un pédopsychiatre primo-installant exerçant en secteur 2 OPTAM
- Une sage-femme

L'équipe des professionnels de santé prévoit par ailleurs d'accueillir des stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

 L'ISLE-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	315 000,00	100,00%
Total	315 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	78 750,00	25,00%
Subvention Département (sollicitée)	47 250,00	15,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	94 500,00	30,00%
Agence régionale de santé (attribuée)	94 500,00	30,00%
Total	315 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX092224 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif - Aménagement du centre municipal de santé des Lilas (92)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	629 026,00 € HT	23,85 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DES LILAS

Adresse administrative : 96 RUE DE PARIS
93260 LES LILAS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur LIONEL BENHAROUS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénover et restructurer le centre municipal de santé des Lilas (92).

Dates prévisionnelles : 1 mai 2025 - 1 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Le nombre de patients suivis au sein du centre de santé augmente régulièrement et dépasse la capacité d'accueil actuelle de la structure. Les travaux d'aménagement et d'agrandissement des différents espaces du centre de santé ont pour objectif d'améliorer l'attractivité des conditions de travail et ainsi renforcer l'offre de soins par l'accueil de nouveaux professionnels de santé. Ils permettront également d'améliorer la qualité des soins dispensés aux patients.

La structure est composée de :

- Quatre médecins généralistes dont un interne
- Un gynécologue
- Un psychiatre
- Deux chirurgiens dentistes
- Deux psychologues
- Un orthophoniste

- Une infirmière
- Un assistant dentaire

Les professionnels de santé exercent tous en secteur 1.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

 LES LILAS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière, travaux et charges afférentes	629 026,00	100,00%
Total	629 026,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	279 026,00	44,36%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	150 000,00	23,85%
Agence régionale de santé (sollicitée)	200 000,00	31,80%
Total	629 026,00	100,00%

DOSSIER N° EX093614 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif - Création d'une maison de santé pluriprofessionnelle à Saint-Brice-sous-Forêt (95)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 435 468,88 € HT	13,93 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT BRICE SOUS FORET
Adresse administrative : 8 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU
95350 SAINT BRICE SOUS FORET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Virginie PREHOUBERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer une maison de santé pluriprofessionnelle à Saint-Brice-sous-Forêt (95).

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2024 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Le projet porte sur les travaux et l'aménagement d'un bâtiment communal permettant la création d'une maison de santé pluriprofessionnelle afin de renforcer l'attractivité médicale et l'offre de soins de la commune.

La structure permettra l'installation de :

- cinq médecins généralistes en secteur 1 dont un primo-installant
- six infirmières
- deux psychologues

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

📍 SAINT-BRICE-SOUS-FORET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	1 435 468,88	100,00%
Total	1 435 468,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	720 148,55	50,17%
Subvention Département (sollicitée)	215 320,33	15,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	200 000,00	13,93%
Agence régionale de santé (attribuée)	300 000,00	20,90%
Total	1 435 468,88	100,00%

DOSSIER N° EX092096 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif - Soutien à la création d'une maison de santé pluriprofessionnelle universitaire à Créteil (94)

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041512-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	409 462,12 € TTC	24,42 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SUD EST AVENIR
Adresse administrative : 14 RUE EDOUARD LE CORBUSIER
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Etablissement Public de Coopération Intercommunautaire
Représentant : Monsieur Laurent CATHALA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir la création d'une maison de santé pluriprofessionnelle universitaire à Créteil (94)

Dates prévisionnelles : 1 avril 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS.

Le projet porte sur la création d'une structure de santé qui sera annexée à terme à la future maison de santé pluriprofessionnelle universitaire (MSPU) de la ville de Créteil. La création de cette MSPU, qui sera installée à proximité de la faculté de santé, et de son annexe visent à renforcer l'offre de soins sur la commune et à développer une offre de formation et de recherche qui manque actuellement à cette ville universitaire.

La structure permettra l'installation de :

- Deux médecins généralistes exerçant en secteur 1 dont un primo-installant
- Un infirmier primo-installant

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

 CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière, travaux et charges afférentes	409 462,12	100,00%
Total	409 462,12	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	207 097,12	50,58%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	100 000,00	24,42%
Agence régionale de santé (attribuée)	102 365,00	25,00%
Total	409 462,12	100,00%

DOSSIER N° EX083114 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif - Création d'un centre de santé à Garges-lès-Gonesse

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	1 242 073,00 € TTC	12,08 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDIS GARGES LA SANTE POUR TOUS
CENTRE DE SANTE
Adresse administrative : 7 RUE AUGUSTE RENOIR
95140 GARGES LES GONESSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur KHALID ZAOUICHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de santé à Garges-lès-Gonesse (95).

Dates prévisionnelles : 1 juin 2024 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire + (ZIP +) par l'ARS.

Le projet porte sur la création d'un centre de santé associatif comprenant plusieurs pôles (médecine générale, gynécologie-obstétrique, médecine spécialisée et médecine du travail) visant à renforcer l'accès aux soins.

Le centre de santé proposera des campagnes de prévention autour du diabète, de l'obésité, des maladies cardio-vasculaires, du cancer, etc..

A terme le centre de santé devrait également être ouvert le week-end.

Le projet s'inscrit dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain avec la mobilisation de financements ANRU.

L'ensemble de l'équipe médicale est en cours de recrutement et sera primo-installante.

Elle sera composée de :

- quatre médecins généralistes

- deux gynécologues
- un ophtalmologue
- un autre médecin spécialiste : cardiologue, ORL ou gériatre

Les professionnels exerceront tous en secteur 1.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

 GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	72 000,00	5,80%
Travaux et charges afférentes	795 073,00	64,01%
Equipements médicaux	235 000,00	18,92%
Equipements mobiliers, matériels et informatiques	140 000,00	11,27%
Total	1 242 073,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (attribuée)	72 000,00	5,80%
Subvention Département (sollicitée)	20 073,00	1,62%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	150 000,00	12,08%
Agence régionale de santé (sollicitée)	400 000,00	32,20%
Autres subventions publiques sollicitées (ANRU, Communauté d'agglomération Roissy Pays de France)	600 000,00	48,31%
Total	1 242 073,00	100,00%

DOSSIER N° EX092114 - Offre de soins - Aide aux structures d'exercice collectif - Renouvellement d'équipements pour le centre de santé de l'association Marie-Thérèse à Paris 14ème

Dispositif : Aide aux structures d'exercice collectif (n° 00000783)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifiée du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	184 698,00 € TTC	50,00 %	92 349,00 €
	Montant total de la subvention		92 349,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION MARIE THERESE

Adresse administrative : 51 RUE GAMBETTA
92240 MALAKOFF

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur JACQUES GOUNON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : renouveler et moderniser les équipements biomédicaux du centre de santé Marie-Thérèse à Paris 14ème.

Dates prévisionnelles : 2 mai 2024 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande d'achat d'équipements en anticipation et en urgence permettant un maintien d'activité de la structure

Description :

L'arrondissement est classé en zone d'action prioritaire (ZAC) par l'ARS.

Le projet a pour but de renouveler des équipements médicaux afin de lutter contre leur obsolescence et de répondre aux nouvelles normes. L'acquisition de ces équipements permet aussi au centre de santé de développer de nouvelles activités et proposer une prise en charge globale ainsi qu'une offre de soins plus étendue en secteur 1: développement de la petite chirurgie en dermatologie et des examens de doppler transcrânien.

La structure est composée de :

- 21 ETP de médecins généralistes et spécialistes correspondant à 14 spécialités
- 2 ETP d'infirmières
- 1 ETP d'aide-soignante

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

 PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux	184 698,00	100,00%
Total	184 698,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	92 349,00	50,00%
Agence régionale de santé (sollicitée)	92 349,00	50,00%
Total	184 698,00	100,00%

DOSSIER N° EX092012 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe à Bonnières-sur-Seine (78)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-204132-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 226 809,33 € HT	20,38 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe à Bonnières-sur-Seine (78)

Dates prévisionnelles : 1 juin 2025 - 30 octobre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire + (ZIP+) par l'ARS.

Le département des Yvelines développe, depuis plusieurs années, un projet global d'implantation de maisons médicales afin de favoriser l'installation de nouveaux professionnels de santé au sein de ses différents territoires sous-dotés en offre de soins. Le Département sollicite l'aide de la Région pour poursuivre la mise en œuvre de cette démarche visant à lutter contre la désertification médicale.

Le projet de création d'un cabinet de groupe à Bonnières-sur-Seine vise à renforcer l'offre de soins en direction des habitants du nord-ouest du département ainsi que ceux résidant dans les communes rurales voisines.

L'équipe sera composée de :

- Trois médecins généralistes exerçant tous en secteur 1 dont un en cours de recrutement et un maître de stage universitaire
- Une sage-femme
- Un interne ou un docteur junior

- Cinq infirmiers dont une infirmière Asalée
- Une diététicienne, un psychologue et un ergothérapeute
- Un assistant médical

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

 BONNIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	5 834,33	0,48%
Travaux et charges afférentes	1 220 975,00	99,52%
Total	1 226 809,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	626 809,33	51,09%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	20,38%
Agence régionale de santé (sollicitée)	350 000,00	28,53%
Total	1 226 809,33	100,00%

DOSSIER N° EX092013 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe à Saint-Arnoult-en-Yvelines (78)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-204132-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 429 874,50 € HT	17,48 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe à Saint-Arnoult-en-Yvelines (78)

Dates prévisionnelles : 1 juin 2025 - 30 octobre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Le département des Yvelines développe, depuis plusieurs années, un projet global d'implantation de maisons médicales afin de favoriser l'installation de nouveaux professionnels de santé au sein de ses différents territoires sous-dotés en offre de soins. Le Département sollicite l'aide de la Région pour poursuivre la mise en œuvre de cette démarche visant à lutter contre la désertification médicale.

Le projet de création d'un cabinet de groupe à Saint-Arnoult-en-Yvelines vise à faciliter l'installation des professionnels de santé dans les territoires ruraux du département en proposant des locaux attractifs et adaptés aux activités d'une équipe de santé.

La structure permettra l'installation de :

- Trois médecins généralistes exerçant en secteur 1 dont un en cours de recrutement
- Une sage-femme primo-installante
- Quatre infirmiers dont un infirmier de pratique avancée (IPA)
- Un orthophoniste

- Un podologue
- Un interne

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

 SAINT-ARNOULT-EN-YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	168 426,00	11,78%
Travaux et charges afférentes	1 261 448,50	88,22%
Total	1 429 874,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	929 874,50	65,03%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	17,48%
Agence régionale de santé (Attribuée)	250 000,00	17,48%
Total	1 429 874,50	100,00%

DOSSIER N° EX092213 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Rénovation d'un cabinet de groupe à Perigny-sur-Yerres (94)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	28 091,47 € HT	30,00 %	8 427,00 €
	Montant total de la subvention		8 427,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PERIGNY MAIRIE

Adresse administrative : RUE PAUL DOUMER
94520 PERIGNY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Marie LIGONNIERE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénover un cabinet médical à Perigny-sur-Yerres (94).

Dates prévisionnelles : 31 mars 2025 - 30 octobre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant un maintien de l'activité de la structure.

Description :

La commune est classée en zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS.

Le projet permet de rénover le cabinet médical et de péreniser l'installation des professionnels de santé au sein des locaux et au sein de la commune. Cette rénovation permettra la baisse de la consommation énergétique des locaux, l'accueil de patients dans de meilleures conditions ainsi que la mise aux normes des bâtiments.

La structure est composée de :

- Un médecin généraliste exerçant en secteur 1
- Un ostéopathe
- Un psychologue

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à

l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :
- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

 PERIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	28 091,47	100,00%
Total	28 091,47	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	8 427,44	30,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	8 427,59	30,00%
Agence régionale de santé (sollicitée)	11 236,44	40,00%
Total	28 091,47	100,00%

DOSSIER N° EX092832 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe communal à Magny-le-Hongre (77)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 516 573,73 € HT	13,19 %	200 000,00 €
	Montant total de la subvention		200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MAGNY-LE-HONGRE

Adresse administrative : MAIRIE
77700 MAGNY-LE-HONGRE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame VERONIQUE FLAMENT-BJARSTAL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe communal à Magny-le-Hongre (77).

Dates prévisionnelles : 1 mars 2024 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à l'ouverture du centre

Description :

La commune est classée en zone d'action complémentaire (ZAC) par l'ARS.

Le projet de pôle médical répond ainsi à un double enjeu : garantir une offre de soins de proximité et coordonnée pour les habitants, et offrir un cadre d'exercice attractif et fonctionnel pour les professionnels de santé. Le projet vise à réduire la part de la population sans médecin traitant et à désengorger les structures hospitalières en prenant en charge les soins de premier recours et non programmés. Le pôle de santé accueillera des internes en médecine financé à 100 % par la commune, ainsi que d'un bureau dédié à un assistant médical.

La structure permettra l'installation de :

- Quatre médecins généralistes dont trois primo-installants exerçant tous en secteur 1
- Un ORL
- Une infirmière de pratiques avancées (IPA)
- Des internes en médecine

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

■ MAGNY-LE-HONGRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	1 516 573,73	100,00%
Total	1 516 573,73	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	558 802,06	36,85%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	200 000,00	13,19%
Subvention EPCI (attribuée)	600 000,00	39,56%
Subvention Autres établissements publics (attribuée)	157 771,67	10,40%
Total	1 516 573,73	100,00%

DOSSIER N° EX093732 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe à Crosne (91)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-2041412-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	143 700,00 € HT	30,00 %	43 110,00 €
	Montant total de la subvention		43 110,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CROSNE
Adresse administrative : 35 AVENUE JEAN JAURES
91560 CROSNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur MICKAEL DAMIATI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : de créer un cabinet de groupe à Crosne (91).

Dates prévisionnelles : 1 mai 2025 - 31 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Le projet a pour objectif de favoriser l'installation de nouveaux professionnels de santé sur la commune qui n'est dotée actuellement que d'un médecin généraliste en cours de départ en retraite. La commune réalisera des travaux pour aménager un logement communal en cabinet de groupe et accueillir ainsi les professionnels de santé ayant manifesté leur intérêt à s'installer sur la commune.

Le projet permettra l'installation de trois médecins généralistes exerçant tous en secteur 1, l'un d'eux disposant également d'une spécialité en gynécologie.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

 CROSNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière, travaux et charges afférentes	143 700,00	100,00%
Total	143 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	29 795,00	20,73%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	43 110,00	30,00%
Agence régionale de santé (attribuée)	50 295,00	35,00%
Subvention Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine	20 500,00	14,27%
Total	143 700,00	100,00%

DOSSIER N° EX090299 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe à Saint-Thibault-des-Vignes (77)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	861 342,00 € TTC	17,41 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D HABITATION A LOYER MODERE
TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIER
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe à Saint-Thibault-des-Vignes (77)

Dates prévisionnelles : 1 mars 2025 - 31 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS.

Le projet prévoit la création d'un cabinet de groupe, situé au pied d'un immeuble d'habitation neuf, et comprenant quatre cabinets de consultation médicale ainsi qu'un cabinet infirmier. La création de cette structure de santé vise à renforcer l'accès aux médecins traitants sur la commune et à stabiliser un médecin déjà installé.

L'acquisition et les aménagements des locaux de santé sont portés directement par le bailleur.

L'équipe sera composée de :

- trois médecins généralistes exerçant en secteur 1 dont un primo-installant
- deux infirmiers en cours de recrutement

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique :

■ SAINT-THIBAULT-DES-VIGNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	414 342,00	48,10%
Travaux et charges afférentes	447 000,00	51,90%
Total	861 342,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	461 342,00	53,56%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	150 000,00	17,41%
Agence régionale de santé (attribuée)	250 000,00	29,02%
Total	861 342,00	100,00%

DOSSIER N° EX094226 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe à Ablon-sur-Seine (94)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	1 173 501,00 € TTC	21,30 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI MCJC
Adresse administrative : 7 RUE DES 15 ARPENTS
94320 THIAIS
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur Matthieu CHAUVEAU, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe à Ablon-sur-Seine (94)

Dates prévisionnelles : 1 février 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par le zonage de l'ARS.

Le projet est porté par un médecin généraliste exerçant déjà sur la commune d'Ablon-sur-Seine en tant que locataire et qui souhaite acquérir un local permettant la création et l'aménagement d'un cabinet de groupe. L'ouverture de cette structure de santé vise à améliorer l'offre de soins sur le territoire tout en proposant des conditions de travail attractives pour les futurs praticiens. Le porteur de projet s'est rapproché des facultés de Paris-Saclay et de la Pitié Saint Antoine qui sont en recherche de lieux de stage pour leurs étudiants. Enfin, les futurs professionnels de la structure participeront à la permanence départementale des soins ambulatoires.

La structure permettra l'installation de :


- trois médecins généralistes exerçant en secteur 1 dont un primo-installant et un en cours de recrutement
- un kinésithérapeute
- un orthoptiste

Deux autres praticiens sont également intéressés par le projet :

- une gynécologue
- un infirmier

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 ABLON-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	378 200,00	32,23%
Travaux et charges afférentes	795 301,00	67,77%
Total	1 173 501,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Emprunt	623 501,00	53,13%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	250 000,00	21,30%
Agence régionale de santé (attribuée)	300 000,00	25,56%
Total	1 173 501,00	100,00%

DOSSIER N° EX094243 - Offre de soins - Soutien aux cabinets de groupe - Création d'un cabinet de groupe à Sceaux (92)

Dispositif : Soutien à la création de cabinet de groupe (n° 00001150)

Délibération Cadre : CR2017-126 modifié du 21/09/2017

Imputation budgétaire : 904-414-20422-141004-300

Action : 14100402- Fonds régional de résorption des déserts médicaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création de cabinet de groupe	721 038,00 € TTC	30,00 %	216 312,00 €
	Montant total de la subvention		216 312,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI DES TILLEULS
Adresse administrative : 1 ALLEE DES TILLEULS
92330 SCEAUX
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Madame Anne-Sophie BIACHE, Gérante

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un cabinet de groupe à Sceaux (92).

Dates prévisionnelles : 1 avril 2025 - 31 mars 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande de démarrage anticipé des travaux en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

La commune est classée en zone d'intervention prioritaire (ZIP) par le zonage de l'ARS.

Le projet porte sur l'acquisition et l'aménagement d'un local permettant la création de trois cabinets de consultation afin d'augmenter l'offre de soins sur la commune.

Le cabinet de groupe permettra l'installation de trois médecins généralistes exerçant en secteur 1 et tous primo-installants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La Région peut participer à l'acquisition foncière, aux travaux d'installation et charges afférentes et à l'acquisition d'équipements (médicaux, mobiliers et informatiques) dans la limite de :

- 30% de la dépense subventionnable dans la limite de 250 000€ pour l'acquisition foncière et les travaux
- 50% de la dépense subventionnable dans la limite de 100 000€ pour les équipements

Localisation géographique : SCEAUX**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	533 200,00	73,95%
Travaux et charges afférentes	187 838,00	26,05%
Total	721 038,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	254 726,00	35,33%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	216 312,00	30,00%
Agence régionale de santé (attribuée)	250 000,00	34,67%
Total	721 038,00	100,00%

ANNEXE 2 - AIDE AUX CENTRES DE PLANIFICATION- CONTRACEPTION-IVG

DOSSIER N° EX094267 - Offre de soins - Aide aux centres de planification-contraception-IVG - Acquisition d'échographe pour le centre de santé sexuelle Edelmann à Paris 4ème

Dispositif : Aide aux centres de planification-contraception-IVG (n° 00000795)

Délibération Cadre : CR03-12 modifiée du 27/09/2012

Imputation budgétaire : 904-414-2041411-141004-300

Action : 14100405- Equipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	12 449,90 € HT	80,00 %	9 959,92 €
	Montant total de la subvention		9 959,92 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILLE DE PARIS

Adresse administrative : 4 RUE BOUCRY
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Anne HIDALGO, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquérir un échographe pour le centre de santé sexuelle Edelmann à Paris 4ème.

Dates prévisionnelles : 2 décembre 2024 - 1 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande d'achats d'équipements en anticipation et en urgence permettant une ouverture de la structure à la date prévue.

Description :

Le centre de santé sexuelle Frédéric Edelmann propose une approche globale en santé sexuelle : contraception, prévention, dépistage et traitement des IST, VIH, prise en soins des violences sexistes et sexuelles (VSS). Actuellement le centre ne propose pas la pratique d'IVG sur place. Les patientes ne souhaitant pas poursuivre leur grossesse sont réorientées vers un autre centre. Le projet porte sur l'acquisition d'un échographe permettant d'assurer sur place les IVG médicamenteuses pour les personnes qui le souhaitent.

Un protocole médical a été mis en place avec l'hôpital Cochin. Le centre dispose déjà des professionnels médicaux pouvant assurer les IVG et des infirmiers pour les prélèvements nécessaires.

Détail du calcul de la subvention :

Pour l'acquisition d'échographes, la subvention régionale est plafonnée à 80% de la dépense subventionnable dans la limite de 50 000 € par appareil, pour tout organisme éligible. Pour toute autre

subvention d'équipement en investissement, le taux est plafonné à 50%.

Localisation géographique :

🏠 PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Echographe	12 449,90	100,00%
Total	12 449,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 489,98	20,00%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	9 959,92	80,00%
Total	12 449,90	100,00%

ANNEXE 3 - INNOVATION SOCIALE EN SANTE

**DOSSIER N° EX093438 - Solidarités nouvelles et innovation sociale en santé - Protection civile
Paris Seine**

Dispositif : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

Délibération Cadre : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

Imputation budgétaire : 904-424-20421-142007-300

Action : 14200701- Aide aux femmes et aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	190 708,00 € TTC	26,22 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROTECTION CIVILE PARIS SEINE

Adresse administrative : 244 RUE DE VAUGIRARD
75015 PARIS 15E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Anne-Clémence SIMONIN, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : acquérir un véhicule de secours 100% électrique.

Dates prévisionnelles : 1 mars 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Demande d'achat d'équipements en anticipation et en urgence permettant la continuité des activités

Description :

Le projet porte sur l'acquisition d'un véhicule de premiers secours électrique par la Protection Civile Paris Seine. Le véhicule sera affecté à l'antenne de Garches mais couvrira le territoire de Paris et des trois départements de la petite couronne.

Ce projet revêt un caractère socialement innovant car il permettra d'intervenir en direction des publics les plus précaires, notamment ceux situés dans les territoires les plus éloignés des prises en charge. Par ailleurs, il s'agit de la première ambulance 100% électrique qui sera mise en service en Île-de-France. Son déploiement permettra de développer l'usage de ce type de véhicule, contribuera à réduire les nuisances sonores en ville et à favoriser la transition écologique.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE



Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
60 - Achats	190 708,00	100,00%
Total	190 708,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	50 000,00	26,22%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	25 000,00	13,11%
Subvention d'organismes privés	50 000,00	26,22%
75 - Autres produits de gestion courante	65 708,00	34,45%
Total	190 708,00	100,00%

ANNEXE 4 - SANTE NUMERIQUE ET INNOVATION

DOSSIER N° 25000237 - Développement de la télémédecine - Coordination des professionnels de santé par l'utilisation d'outils numériques

Dispositif : Santé numérique et innovation (n° 00001166)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Santé numérique et innovation	332 488,00 € TTC	9,02 %	30 000,00 €
Montant total de la subvention			30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE VIE

Adresse administrative : 18 AV CARNOT
91100 CORBEIL-ESSONNES

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Damien NICOLINI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développer la coordination entre les professionnels de santé

Dates prévisionnelles : 1 février 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

L'association déploie une plateforme de coordination numérique développée par des professionnels de santé et à destination des professionnels de santé de ville mais également du monde hospitalier.

Cet outil permet le partage d'information sécurisé entre différents professionnels de santé d'un territoire afin d'assurer une meilleure prise en charge des patients.

Son atout réside dans sa capacité à coordonner les parcours patients notamment en sortie d'hospitalisation.

Ce sont plus de 800 professionnels de santé de la région qui l'utilisent quotidiennement afin d'orienter leurs patients et d'assurer une prise en charge continue en fonction des pathologies. Depuis le lancement de cet outil, 15 000 patients ont pu être pris en charge par les professionnels du monde de la santé.

L'animation de l'écosystème que réalise l'association permet de fédérer les initiatives locales et ainsi de participer au renforcement de l'offre de soins sur un vaste territoire.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 **ESSONNE**

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	21 600,00	6,50%
Rémunération des personnels	223 082,50	67,09%
Charges sociales	87 805,50	26,41%
Total	332 488,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (attribuée)	300 488,00	90,38%
Subvention Région (sollicitée)	30 000,00	9,02%
Autres produits de gestion courante	2 000,00	0,60%
Total	332 488,00	100,00%

ANNEXE 5 - PREVENTION SANTE JEUNES

DOSSIER N° EX093540 - Soutien à la prévention santé des jeunes - DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65733-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	879 700,00 € TTC	6,82 %	60 000,00 €
Montant total de la subvention			60 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS

Adresse administrative : 3 ESP JEAN MOULIN
93000 BOBIGNY

Statut Juridique : Département

Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : l'animation de l'espace de prévention Tête-à-tête.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Tête à Tête est un espace de prévention proposant des échanges sur la vie affective et sexuelle, les drogues et addictions (le cannabis, l'alcool, le tabac-chicha-puff, le protoxyde d'azote), les discriminations, les écrans et usages problématiques, les violences et le mal-être/estime de soi.

L'action de Tête à Tête est emblématique au regard du rayonnement de la structure et de sa capacité à accompagner de nombreux acteurs à l'échelle régionale, et en raison de la large palette de thématiques qu'il couvre.

Le dispositif propose :

-une écoute, une orientation et un accompagnement adapté vers des structures et/ou des services

spécialisés si besoin ;

- un programme d'actions de prévention collectives à destination de toutes les structures scolaires et hors scolaires du département ;

- la mise à disposition d'outils d'information et de prévention ludiques et interactifs (bornes informatiques, supports pédagogiques, espace documentation, expositions permanentes et temporaires...).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 500,00	0,17%
Services extérieurs	127 500,00	14,49%
Charge de personnel	400 700,00	45,55%
Autres charges de gestion courante	350 000,00	39,79%
Total	879 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	60 000,00	6,82%
Subvention Etat	95 000,00	10,80%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	724 700,00	82,38%
Total	879 700,00	100,00%

DOSSIER N° EX089336 - Soutien à la prévention santé des jeunes - ASSOCIATION UNIS-CITE

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	310 270,00 € TTC	8,06 %	25 000,00 €
Montant total de la subvention			25 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIS CITE

Adresse administrative : 21 BD NEY
75018 PARIS 18

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Marie TRELLU, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : mobiliser des jeunes volontaires en prévention santé pour sensibiliser leurs pairs.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet d'Unis-Cité vise à mobiliser 50 jeunes en service civique pour sensibiliser leurs pairs aux enjeux de santé (mentale, sexuelle, nutrition, addictions) dans quatre départements franciliens. Formés par des experts, ils interviennent en milieu scolaire et associatif pour rendre l'information accessible et lutter contre les inégalités d'accès au système de santé.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- ESSONNE
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	5 503,00	1,77%
Services extérieurs	29 115,00	9,38%
Autres services extérieurs	55 322,00	17,83%
Impôts et taxes	12 945,00	4,17%
Charge de personnel	162 629,00	52,42%
Autres charges de gestion courante	44 756,00	14,42%
Total	310 270,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	25 000,00	8,06%
Subvention Etat	218 803,00	70,52%
Subvention Emplois aidés par l'Etat (CNASEA)	7 107,00	2,29%
Subvention d'organismes privés	19 360,00	6,24%
Subvention de fonds européens	40 000,00	12,89%
Total	310 270,00	100,00%

DOSSIER N° EX093247 - Soutien à la prévention santé des jeunes - ENTR'ACTES

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	63 200,00 € TTC	25,32 %	16 000,00 €
Montant total de la subvention			16 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTR'ACTES
Adresse administrative : 5 BIS BOULEVARD DE VALMY
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard COHEN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir la prévention du suicide chez le public jeune

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sanitaires sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet vise à prévenir les troubles psychologiques et les conduites à risque chez les jeunes de 15 à 35 ans, ainsi qu'à favoriser l'accès aux soins.

L'association accueille, informe et accompagne le public. Elle propose :

- des rencontres débats ;
- des consultations individuelles ;
- des interventions auprès de groupes de parole de parents,
- des actions de prévention du suicide auprès de groupes d'élèves sous la forme d'interventions communautaires (formation et animation de réseaux de référents) ;
- des informations collectives auprès des professionnels des structures recevant du public.

L'action de l'association s'inscrit dans toute l'Île-de-France, avec une prééminence dans les Hauts de Seine et le Val d'Oise, et vise 300 jeunes.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- ASNIERES-SUR-SEINE
- BOIS-COLOMBES
- COLOMBES
- LA GARENNE-COLOMBES
- GENNEVILLIERS
- VILLENEUVE-LA-GARENNE
- CERGY
- GARGES-LES-GONESSE
- BEAUMONT-SUR-OISE
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	10 111,00	16,00%
Services extérieurs	5 423,00	8,58%
Autres services extérieurs	5 857,00	9,27%
Impôts et taxes	594,00	0,94%
Charge de personnel	41 215,00	65,21%
Total	63 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	4 000,00	6,33%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	16 000,00	25,32%
Subvention Etat	29 200,00	46,20%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	14 000,00	22,15%
Total	63 200,00	100,00%

DOSSIER N° EX093446 - Soutien à la prévention santé des jeunes - PARADOXES

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	22 120,00 € TTC	45,21 %	10 000,00 €
Montant total de la subvention			10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARADOXES

Adresse administrative : 50 RUE BICHAT
75010 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame ARIANE CHOTTIN, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : consolidation de l'offre de consultations psychologiques à destination des jeunes en souffrance

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sanitaires sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet de l'association consiste à maintenir et renforcer ses modalités d'accueil auprès des adolescents (accueil téléphonique, permanences, consultations individuelles...) sans conditions de ressources et géographiques. Le dispositif repose sur une réponse en deux temps (orientation + consultation) pouvant aller jusqu'à 16 séances sur 4 à 6 mois assurées par 15 psychologues bénévoles. L'ancrage territorial est important notamment dans les quartiers populaires du Nord-Est parisien (10e, 11e, 18e, 19e, 20e arrondissements) et de la petite couronne (93, 94).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

■ PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	400,00	1,81%
Services extérieurs	3 000,00	13,56%
Autres services extérieurs	10 000,00	45,21%
Charge de personnel	8 020,00	36,26%
Autres charges de gestion courante	700,00	3,16%
Total	22 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	45,21%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	12 120,00	54,79%
Total	22 120,00	100,00%

DOSSIER N° EX093484 - Soutien à la prévention santé des jeunes - ASS DEP PUPILLES ENSEIG PUBLIC 92

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	149 210,00 € TTC	10,05 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADPEP 92 ASS DEP PUPILLES ENSEIG PUBLIC 92
Adresse administrative : 58 RUE DES ECOLES
92700 COLOMBES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur YAHIA BOUCHOUICHA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : promouvoir la santé globale et la prévention des risques auprès des jeunes

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet propose des ateliers d'échanges pour sensibiliser les jeunes (12-25 ans) à la santé, la citoyenneté et la prévention des risques. Adapté aux besoins locaux, il favorise l'autonomie des jeunes, notamment ceux en situation vulnérable, via des débats interactifs. Des formations sont également proposées aux professionnels pour soutenir ces actions.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 370,00	1,59%
Services extérieurs	13 630,00	9,13%
Autres services extérieurs	6 220,00	4,17%
Charge de personnel	126 590,00	84,84%
Autres charges de gestion courante	400,00	0,27%
Total	149 210,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	30 520,00	20,45%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	10,05%
Subvention Etat	89 650,00	60,08%
Subvention Emplois aidés par l'Etat (CNASEA)	3 560,00	2,39%
Subvention d'organismes privés	8 860,00	5,94%
Autres produits de gestion courante	1 620,00	1,09%
Total	149 210,00	100,00%

DOSSIER N° EX093490 - Soutien à la prévention santé des jeunes - S.O.S. AMITIE PARIS ILE-DE-FRANCE

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	98 400,00 € TTC	17,28 %	17 000,00 €
Montant total de la subvention			17 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOS AMITIE PARIS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 7 RUE HEYRAULT
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent LE BOTERVE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : améliorer et élargir l'accueil des jeunes en souffrance psychique

Dates prévisionnelles : 1 mai 2025 - 30 avril 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet vise à renforcer l'accueil des adolescents et jeunes adultes en souffrance psychique, en améliorant la capacité de réponse aux appels et en adaptant la formation des bénévoles. Face à l'augmentation préoccupante des appels de jeunes, au téléphone comme au chat, l'association prévoit de recruter et former 60 bénévoles et de développer des modules spécifiques pour mieux répondre à leurs besoins.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

■ REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 200,00	3,25%
Services extérieurs	26 760,00	27,20%
Autres services extérieurs	33 120,00	33,66%
Impôts et taxes	3 320,00	3,37%
Charge de personnel	32 000,00	32,52%
Total	98 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	17 000,00	17,28%
Subvention Etat	40 400,00	41,06%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	26 000,00	26,42%
Autres produits de gestion courante	15 000,00	15,24%
Total	98 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX093504 - Soutien à la prévention santé des jeunes - NIGHTLINE FRANCE

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	376 500,00 € TTC	7,97 %	30 000,00 €
Montant total de la subvention			30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NIGHTLINE FRANCE
Adresse administrative : 46 RUE DE DOUAI
75009 PARIS 9E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Florian TIRANA, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : améliorer l'accès au soutien psychologique chez le public étudiant et déstigmatiser la santé mentale

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet vise à consolider les lignes d'écoute étudiantes, accessibles tous les soirs de 21h à 2h30 et permettant d'apporter un soutien immédiat, de briser l'isolement et d'encourager le recours à une aide professionnelle si besoin.

En complément, le projet déploie des actions de proximité au sein des universités, lycées, missions locales et autres structures pour sensibiliser les jeunes et favoriser l'expression autour des enjeux de santé mentale. Une campagne de communication multicanale sera déployée dans des lieux fréquentés par les étudiants et en ligne.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	9 330,00	2,48%
Services extérieurs	70 785,00	18,80%
Autres services extérieurs	99 735,00	26,49%
Charge de personnel	169 470,00	45,01%
Autres charges de gestion courante	27 180,00	7,22%
Total	376 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	30 000,00	7,97%
Subvention Etat	309 000,00	82,07%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	17 500,00	4,65%
Subvention d'organismes semi-publics	15 000,00	3,98%
Autres produits de gestion courante	5 000,00	1,33%
Total	376 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX093519 - Soutien à la prévention santé des jeunes - BERGERS EN SCÈNE

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	21 011,00 € TTC	19,09 %	4 011,00 €
Montant total de la subvention			4 011,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BERGERS EN SCENE
Adresse administrative : 44 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Cendra AGULHON, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sensibiliser les jeunes aux problématiques de santé publique les concernant.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sanitaires sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Ce projet vise à sensibiliser les jeunes aux problématiques de santé publique à travers l'outil théâtral. Plus concrètement il est composé de deux phases :

- élaboration en partenariat avec les acteurs de terrain d'un spectacle adapté au public et répondant aux problématiques qu'ils rencontrent.

- représentations d'environ une heure auprès des jeunes, suivies d'un temps d'échange.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

📍 IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 189,00	5,66%
Services extérieurs	350,00	1,67%
Autres services extérieurs	2 887,00	13,74%
Impôts et taxes	730,00	3,47%
Charge de personnel	15 855,00	75,46%
Total	21 011,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	5 500,00	26,18%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	4 011,00	19,09%
Subvention Etat	7 500,00	35,70%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	4 000,00	19,04%
Total	21 011,00	100,00%

DOSSIER N° EX093535 - Soutien à la prévention santé des jeunes - PARALLEL THEATRE

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	63 350,00 € TTC	23,68 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PT PARALLEL THEATRE
Adresse administrative : 52 RUE DES TROIS FRERES
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ICA LAWRENCE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévention des conduites à risque chez les jeunes.

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le projet propose des représentations théâtrales qui abordent des thèmes de prévention (addictions, écrans, sexualité), suivies d'un échange avec des professionnels locaux de la santé. Il s'adresse à un public peu familier des lieux culturels et favorise l'expression, la réflexion et l'information sur les sujets abordés. Les interventions sont préparées en lien avec les équipes éducatives en fonction des besoins. Un travail de suivi et d'évaluation est prévu après chaque action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 400,00	3,79%
Services extérieurs	1 070,00	1,69%
Autres services extérieurs	6 020,00	9,50%
Impôts et taxes	100,00	0,16%
Charge de personnel	50 550,00	79,79%
Autres dépenses (préciser)	3 210,00	5,07%
Total	63 350,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	5 300,00	8,37%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	23,68%
Subvention Etat	22 400,00	35,36%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	20 650,00	32,60%
Total	63 350,00	100,00%

DOSSIER N° EX093541 - Soutien à la prévention santé des jeunes - FONDATION FALRET

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	354 000,00 € TTC	6,21 %	22 000,00 €
Montant total de la subvention			22 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION FALRET
Adresse administrative : 50 RUE DU THEATRE
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Yves LARROUTUROU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : déploiement d'ambassadeurs santé mentale en Ile-de-France.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sanitaires sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet vise à recruter, former et accompagner 50 jeunes volontaires en service civique (10 dans chacun des départements suivants : Paris, Seine-Saint-Denis, Yvelines, Val-de-Marne, Hauts de Seine) en tant qu'Ambassadeurs Santé Mentale. Le recrutement est réalisé en partenariat avec Unis-Cité.

Une fois formés, les ambassadeurs auront vocation à intervenir auprès de leurs pairs, dans des structures accueillant et accompagnant les jeunes (missions locales, bureaux d'information jeunesse, point information jeunesse, lycées, universités, associations de quartier, conseils des jeunes, Ecoles de la 2ème chance, MECS, Foyers jeunes Travailleurs, médiathèques etc.)

Ils centreront leurs animations sur les représentations en santé mentale, le développement des connaissances en santé mentale, et le renforcement des compétences psychosociales. Les objectifs prioritaires étant de favoriser le repérage précoce et l'accès aux dispositifs locaux de soins et de prévention tout en réduisant la stigmatisation en santé mentale.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 000,00	0,85%
Services extérieurs	18 150,00	5,13%
Autres services extérieurs	74 582,00	21,07%
Impôts et taxes	18 120,00	5,12%
Charge de personnel	182 118,00	51,45%
Autres charges de gestion courante	30 048,00	8,49%
Autres dépenses	27 982,00	7,90%
Total	354 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	22 000,00	6,21%
Subvention Etat	325 000,00	91,81%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	7 000,00	1,98%
Total	354 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX093642 - Soutien à la prévention santé des jeunes - ODYSSEE ART

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	62 500,00 € TTC	24,00 %	15 000,00 €
Montant total de la subvention			15 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ODYSSEE ART
Adresse administrative : 36 BOULEVARD JOHN KENNEDY
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Adam ZAIDI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : sensibiliser les jeunes sur les conduites addictives.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 1 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sanitaires sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet vise à sensibiliser les jeunes entre 13 et 25 ans pour prévenir les dangers de la banalisation des substances addictives (tabac, alcool, drogues) et d'autres types d'addictions moins visibles tels que les jeux vidéo et les réseaux numériques via le théâtre-forum, l'organisation de films-débats, de groupes de parole et d'ateliers de prévention. Les thématiques de harcèlement scolaire, d'estime de soi et plus largement de santé mentale sont également évoquées.

Les actions sont menées à la fois dans les établissements scolaires, les services jeunesse, et auprès des services accueillant les mineurs isolés et les jeunes sous main de justice.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

■ REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 500,00	4,00%
Services extérieurs	6 600,00	10,56%
Autres services extérieurs	6 950,00	11,12%
Impôts et taxes	1 100,00	1,76%
Charge de personnel	42 850,00	68,56%
Emplois des contributions volontaires en nature	2 500,00	4,00%
Total	62 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	15 000,00	24,00%
Subvention Etat	35 500,00	56,80%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	8 000,00	12,80%
FONJEP	1 500,00	2,40%
Subvention d'organismes privés (mécénat)	2 500,00	4,00%
Total	62 500,00	100,00%

ANNEXE 6 - CONVENTION MARAUDES RATP - OPPELIA



Convention de partenariat relative à la présence de personnes consommatrices de drogues dans les gares et stations sur le réseau IDFM exploité par la RATP

La présente convention est signée entre :

La Préfecture de la Région d'Île-de-France, préfecture de Paris, représentée par le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, Monsieur Marc GUILLAUME,

Ci-après dénommée la « PRIF »,

La Région Île-de-France, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Ci-après dénommée la « Région IDF »,

La Ville de Paris, représentée par la Maire de Paris, Madame Anne HIDALGO,

Ci-après dénommée la « Ville de Paris »,

L'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France, représentée par son directeur général, Monsieur Denis ROBIN,

Ci-après dénommée l'« ARS »,

Ci-après dénommées ensemble les « **Financeurs** »,

D'une part,

Et

L'Association OPPELIA pour sa structure Charonne, association loi 1901, dont le siège est sis 60-64 rue du Rendez-vous, 75012, représentée par son directeur des

établissements de la structure Oppélia-Charonne, Monsieur Abdou NDIAYE, pour son président, Monsieur Jean-Pierre COUTERON,

L'Association Aurore, association loi 1901, dont le siège est sis 31 rue Falguière, 75015, représentée pour son président, Monsieur Pierre COPPEY,

L'Association GAIA Paris, association loi 1901, dont le siège est sis 12 bis rue de la Pierre Levée, 75011, représentée par sa directrice générale, Madame Elisabeth AVRIL, pour son président Stéphane BRIBARD.

Ci-après dénommés ensemble les « Centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues ou CAARUD »,

D'autre part,

Et, enfin,

La Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 775663438B, dont le siège est sis 54 quai de la Râpée, 75012, représentée par le directeur RATP sûreté, Monsieur Didier ROBIDOUX ;

Ci-après dénommée la « RATP »,

Île-de-France Mobilités, établissement public à caractère administratif dont le siège est situé au 39bis-41 rue de Châteaudun, 75009, représenté par son directeur général, Monsieur Laurent PROBST ;

Ci-après dénommée « IDFM »,

Ci-après dénommées tous ensemble les « Parties » et/ou individuellement la « Partie ».

Il est convenu ce qui suit entre les différentes Parties :

Préambule

Les usagers du réseau d'Île-de-France Mobilités exploité par la RATP ainsi que ses agents rencontrent des difficultés de diverses natures (propreté, insécurité, régularité, etc.), entraînant une baisse de la qualité de service dans les espaces, en raison, entre autres, de la présence récurrente de personnes consommatrices de drogues dans certaines de ses stations et gares. La responsabilité de la RATP, dans ce contexte, est d'assurer le confort et la sécurité de ses usagers et salariés dans ses espaces. En effet, ses espaces, qui n'ont pas vocation à accueillir des activités autres que celles liées au transport ou au service de ses usagers, ne peuvent a fortiori servir de lieu de refuge ou de rencontre pour les personnes consommatrices de drogues et leurs revendeurs.

En parallèle, les autorités de Police et de Justice souhaitent assurer leur mission de répression de l'usage et du trafic de substances illicites en intervenant notamment dans les espaces de la RATP. C'est le cas du Groupe Local de Traitement de la

Délinquance dédié à la question de la vente de produits stupéfiants dans le métro mis en place le 21 février 2018. Quant à la PRIF, via la MILDECA (Mission interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives), par le biais du chef de projet départemental - coordonnateur régional, prend part, aux côtés de la Ville de Paris et de l'ARS, à des projets visant à la réduction des risques liés aux drogues et aux conduites addictives ainsi qu'à la prise en charge des personnes consommatrices de drogues en errance, notamment dans les espaces de transports en commun.

Les CAARUD possèdent quant à eux une expertise quant à la prise en charge des personnes consommatrices de drogues et peuvent actionner à cet égard des outils adéquats tels que des équipes mobiles. En effet, les CAARUD sont des établissements médico-sociaux (article L.312-1 9° du Code de l'action sociale et des familles) autorisés par l'ARS et dont les missions, conditions et modalités de financement sont précisés par les articles R.3121-33-1 à R.3121-33-3 du Code de la santé publique. Ceux-ci assurent notamment des missions d'accueil collectif et individuel, d'information, de conseil personnalisé, de mise à disposition de matériel de prévention des infections, de soutien aux personnes consommatrices de drogues dans l'accès aux soins et aux droits. Ils interviennent aussi bien en centre, qu'à proximité grâce à des maraudes et/ou des antennes mobiles en vue d'établir un contact avec les personnes consommatrices de drogues. D'ailleurs, il est admis qu'un certain nombre des personnes consommatrices de drogues présents dans les stations et gares de la RATP fréquentent ces structures.

Une première rencontre a été organisée entre la PRIF et la RATP en avril 2016. Les structures et dispositifs existants en surface ont été présentés à la RATP. Cette dernière a quant à elle présenté en retour à la PRIF les principales données relatives à la présence des personnes consommatrices de drogues dans les espaces du réseau de transports en commun parisien, et explicité ses besoins. Suite à quoi, cinq rencontres ont ensuite été organisées entre la RATP et quatre structures associatives en charge de CAARUD, à savoir les associations Charonne, Aurore, Nova Dona et Gaïa Paris afin de réfléchir à la manière de décliner le dispositif existant en surface aux espaces du réseau de transports en commun parisien exploités par la RATP. Un état des lieux a pu être réalisé de juillet à décembre 2016 par le biais de maraudes communes dans les stations Marx Dormoy, Lamarck Caulaincourt, Abbesses et Porte de la Chapelle, faisant office de pré-diagnostic de la présence des personnes consommatrices de drogues connus par les CAARUD.

Fortes de plusieurs années d'actions menées ensemble encadrées par de précédents contrats de partenariat, à l'aune des dispositifs existants et des données collectées relativement à la présence des personnes consommatrices de drogues dans le réseau de transports en commun parisien, ayant permis d'approcher les personnes consommatrices de drogues, de les orienter vers des dispositifs médico-sociaux adaptés ainsi que de les sensibiliser au respect des autres et des espaces, mais conscientes de la fragilité de la situation dans ledit réseau de transports en commun parisien, les Parties souhaitent, ensemble, continuer à mobiliser chacun dans son domaine de compétences et d'inclure autant que possible de nouveaux partenaires.

Article 1 – Objet

1.1 - La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités des actions menées au titre de ce partenariat entre la PRIF, la Région IDF, la Ville de Paris, l'ARS, les trois CAARUD ainsi que la RATP et IDFM en vue de remédier aux désagréments et risques liés aux consommations de drogues dans les espaces du réseau de transport parisien exploités par la RATP.

En effet, ledit partenariat vise à rapprocher les compétences respectives de la RATP et des CAARUD avec le soutien des Financeurs avec le double objectif d'améliorer à la fois la situation dans un certain nombre d'espaces du réseau de transports en commun parisien exploité par la RATP et diminuer les désagréments et risques liés à la présence de personnes consommatrices de drogues, mais également la situation sanitaire et sociale des personnes consommatrices de drogues elles-mêmes et ce, en recherchant rapidement des effets visibles.

Au titre des actions à mener, et des résultats escomptés auprès des personnes consommatrices de drogues présentes dans les espaces de la RATP, les Parties souhaitent :

- Mettre en place des maraudes communes RATP/CAARUD et Inter CAARUD aux fins d'approcher et d'entamer le dialogue avec les personnes consommatrices de drogues présentes dans les espaces de la RATP ;
- Informer les personnes consommatrices de drogues de la présence d'antennes mobiles et/ou de structures spécialisées dans l'accompagnement de leurs problématiques en surface et les orienter vers celles-ci aux fins de diminuer la stagnation desdites personnes consommatrices sur les quais des stations de métro et d'amorcer un travail d'accompagnement vers des soins appropriés ;
- Sensibiliser les personnes consommatrices de drogues au respect des usagers du réseau d'Île-de-France Mobilités exploité par la RATP, et agents de la RATP et plus largement aux règles notamment de sécurité à respecter dans les espaces RATP ;
- Participer à des groupes de travail dédiés à l'information aux riverains.

Pour ce faire, les Parties doivent, entre elles, à la fois :

- Favoriser les échanges informels (en temps réel par une prise de contact des équipes des CAARUD avec l'agent RATP posté lors de chaque maraude) et formels (lors de débriefings communs des maraudes) entre les équipes des différentes Parties ;
- Construire un travail d'articulation sur les situations des personnes consommatrices de drogues aux fins de faciliter leur prise en charge médico-sociale et ce, en respectant le devoir de confidentialité lié aux missions des CAARUD ;
- Réfléchir conjointement à la mise en place de lieux de repos transitoires visant à favoriser la sortie des personnes consommatrices de drogues des espaces de la RATP.

1.2 - La présente convention ne saurait en outre en aucun cas constituer entre les Parties une quelconque association, une société ou un mandat, de quelque type que ce soit.

De même, cette convention n'est pas constitutive d'une vente, d'une offre de vente, d'une location, d'un crédit-bail ou d'une sous-licence.

Enfin, cette convention n'emporte aucun transfert de propriété ou de droits de propriété intellectuelle afférents à toutes œuvres, marques, etc. élaborées par ou à la demande des Parties.

1.3 - Les Parties déclarent que cette convention est conclue *intuitu personae*.

Aucune Partie n'est donc autorisée à céder, ni transférer à un tiers, à l'exception de ses filiales, tout ou partie des droits et obligations qui en découlent pour elle, sans l'accord préalable et écrit des autres Parties.

Article 2 - Espaces d'intervention, réglementation et sécurité

2.1 - Les équipes des CAARUD interviendront dans les espaces de la RATP suivants :

- La Ligne 2 à Stalingrad ;
- La ligne 4 entre Porte de Clignancourt et Strasbourg Saint Denis ;
- La ligne 5 entre Jaurès et Laumière ;
- La Ligne 7/7bis entre Stalingrad et Porte de la Villette, et entre Botzaris et Buttes Chaumont ;
- La Ligne 8 à Grands Boulevards ;
- La Ligne 9 entre Richelieu Drouot et Bonne Nouvelle ;
- La Ligne 11 entre République et Hôtel de Ville ;
- La ligne 12 entre Porte de la Chapelle et Mairie d'Issy ;
- La ligne 13 à Saint Lazare ;
- La ligne T3b entre Porte de Pantin et Porte de Clignancourt.

Les Parties conviennent que la précédente liste est non exhaustive et que par conséquent, elles pourront arrêter, d'un commun accord, de nouveaux secteurs d'intervention pour les équipes des CAARUD en fonction des mouvements repérés des personnes consommatrices de drogues.

Les espaces de la RATP concernés doivent s'entendre comme allant de la trémie jusqu'aux quais.

2.2 – Les équipes des CAARUD doivent se conformer à la réglementation en vigueur à la RATP pour tout accès à ses espaces, dont les règles de sécurité leur sont communiquées à l'avance.

Quand le plan Vigipirate renforcé est appliqué, des prescriptions sécuritaires particulières s'imposent à tous les intervenants sur les réseaux exploités par la RATP.

Article 3 - Engagements spécifiques des Parties

3.1 - Pour la RATP

Au titre du présent partenariat, la RATP s'engage à :

- Autoriser, en accord avec IDFM, les équipes des CAARUD à circuler dans les espaces mentionnés ci avant sous réserve qu'elles respectent les réglementations leur ayant été communiquées à l'avance et tout en se réservant la possibilité de les interrompre à tout moment et sans avoir besoin de fournir aux intéressés et aux autres Parties une quelconque justification ;
- Mettre à disposition des équipes des CAARUD un agent et ce, pour chacune des lignes concernées, compétent pour les renseigner et assurer leur orientation dans lesdits espaces définis suivant la planification arrêtée d'un commun accord par les Parties, cet agent faisant in fine remonter l'ensemble desdites informations opérationnelles à un correspondant ;
- Informer l'ensemble de son personnel dans les secteurs d'intervention concernés du partenariat, des actions devant être menées et notamment du concours des CAARUD ;
- Verser annuellement la somme totale, forfaitaire et définitive de vingt-huit mille euros (28 000 €) et ce, à titre de soutien pour des actions des CAARUD au titre du présent accord, sans que cela ait vocation à couvrir l'intégralité de leurs coûts, en sachant que ladite somme sera versée directement à l'association OPPELIA qui aura par la suite la responsabilité de la partager entre les différents CAARUD en fonction des moyens respectivement mobilisés.

3.2 - Pour les CAARUD

Chaque mois, les CAARUD, via l'association OPPELIA, communiqueront à la RATP, dans les cinq (5) jours précédents la fin dudit mois, un programme détaillé de leurs interventions comportant, entre autres, les dates, heures et lieux de leurs maraudes du mois suivant. Ce programme contiendra, sur une base de douze (12) mois, quatre maraudes hebdomadaires et une sortie hebdomadaire des antennes mobiles en appui (bus des associations Charonne et Gaïa Paris présentes à proximité de certains des secteurs d'intervention concernés).

Les maraudes se feront en commun avec la RATP au moins une fois par semaine. Les équipes des CAARUD pourront, toutefois, procéder à des maraudes en l'absence de l'agent RATP désigné pour le secteur concerné, une fois celui-ci prévenu, selon le programme communiqué à la RATP et sous réserve de toujours respecter les réglementations communiquées. Les maraudes seront aussi régulièrement que possible appuyées par les antennes mobiles, comme un bus, de l'une des associations présentes, à proximité des secteurs d'intervention.

Les intervenants sociaux composant les équipes des CAARUD devront :

- Être munis de leur carte professionnelle à chacune de leurs interventions ;

- Informer l'agent de la RATP désigné sur le secteur d'intervention concerné de leur présence dans la station et ce, avant toute intervention ;
- Se retirer en cas de situations échappant à leur contrôle et/ou à leurs compétences, après avoir prévenu, outre les interlocuteurs habituels de la RATP, comme l'agent de la RATP désigné, le centre de liaison ou Poste de Commandement Station, dont les numéros leur auront préalablement été transmis.

Les équipes des CAARUD interviendront auprès des personnes consommatrices de drogues notamment pour :

- Aller à leur rencontre et créer du lien ;
- Recueillir leurs besoins en termes médico-sociaux ;
- Les orienter et les accompagner vers les structures adaptées ;
- Communiquer auprès d'eux sur les règles élémentaires d'hygiène (notamment celles en lien avec la consommation de drogues) ainsi que de respect (entre autres envers les agents RATP, les usagers du réseau d'Île-de-France Mobilités exploité par la RATP et les Espaces de la RATP) ;
- Leur proposer, le cas échéant et dans la mesure du possible, des lieux de repli potentiels ;
- En tout état de cause, les inviter à circuler (sans avoir toutefois de pouvoir d'éviction).

3.3 - Pour la PRIF

La PRIF s'engage à verser annuellement aux CAARUD la somme totale, forfaitaire et définitive de quarante-sept mille euros (47 000 €) et ce, à titre de subventions pour des actions des CAARUD au titre du présent accord, sans que cela ait vocation à couvrir l'intégralité de leurs coûts, en sachant que ladite somme sera versée directement à l'association OPPELIA qui aura par la suite la responsabilité de la partager entre les différents CAARUD en fonction des moyens respectivement mobilisés.

3.4 - Pour la Région IDF

La Région IDF s'engage à verser annuellement aux CAARUD la somme totale, forfaitaire et définitive de trente-deux mille euros (32 000 €) et ce, à titre de subventions pour des actions des CAARUD au titre du présent accord, sans que cela ait vocation à couvrir l'intégralité de leurs coûts, en sachant que ladite somme sera versée directement à l'association OPPELIA qui aura par la suite la responsabilité de la partager entre les différents CAARUD en fonction des moyens respectivement mobilisés.

3.5 - Pour la Ville de Paris

La Ville de Paris s'engage à verser annuellement aux CAARUD la somme totale, forfaitaire et définitive de vingt-huit mille euros (28 000 €) et ce, à titre de subventions pour des actions des CAARUD au titre du présent accord, sans que cela ait vocation à couvrir l'intégralité de leurs coûts, en sachant que ladite somme sera versée directement à l'association OPPELIA qui aura par la suite la responsabilité de la partager entre les différents CAARUD en fonction des moyens respectivement mobilisés.

En application de l'article L. 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, OPPELIA peut être à tout moment contrôlé par la Ville de Paris. Il doit tenir à la disposition des représentants habilités de celle-ci les documents comptables et de gestion relatifs aux activités et périodes couvertes par la convention. Le refus de leur communication entraîne le retrait de l'engagement de la Ville de Paris. Dans ce cadre, OPPELIA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de Paris de la bonne exécution de la présente convention tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, de la réalisation des actions prévues et des objectifs, et de l'utilisation des aides attribuées notamment par l'accès et/ou la communication de toute pièce justificative des dépenses et tout autre document de nature juridique, fiscale, comptable et de gestion dont la production serait jugée utile.

3.6 - Pour l'ARS

L'ARS contribue au partenariat à travers la dotation globale de financement des CAARUD.

Article 4 - Suivi

4.1 - Réunions trimestrielles

Les Parties se réuniront tous les trois (3) mois afin de suivre le bon déroulement dudit partenariat et opérer les décisions sur le plan opérationnel nécessaires à cette fin et ce, à une date arrêtée d'un commun accord entre elles.

Chaque réunion devra donner lieu à la rédaction d'un compte-rendu rédigé par la Partie la plus diligente qui sera envoyé dans un délai raisonnable à l'ensemble des Parties, en ce compris les Parties n'ayant pu participer auxdites réunions. A défaut d'un retour motivé de l'une des Parties dans les quinze (15) jours à compter de la réception dudit compte-rendu, ce dernier fera foi.

A titre exceptionnel, les Parties pourront en cas d'urgence se réunir à tout moment et ce, à l'initiative de l'une d'entre elles. Ladite Partie devra alors proposer une date qui devra être arrêtée d'un commun accord entre elles. La tenue des comptes rendus de ces réunions extraordinaires devra se faire dans les mêmes conditions que toutes les autres réunions.

Chacune des Parties désignera, parmi son personnel, un ou plusieurs représentants en charge dudit suivi et par conséquent, doté(s) du pouvoir d'engager la Partie concernée dans ce cadre.

Lesdits représentants pourront participer auxdites réunions au besoin et dans la mesure du possible par voie de vidéoconférence sous réserve d'en informer au préalable, et là encore dans un délai raisonnable, l'autre Partie.

Lors de ces réunions, les Parties pourront notamment :

- Echanger entre elles sur les différentes actions menées ainsi que les pratiques adoptées ou celles devant l'être et les éventuels cas particuliers ou obstacles rencontrés ;

- Analyser ensemble les résultats recensés dans les bilans mensuels des CAARUD et par voie de conséquence les tendances se dégageant du présent partenariat ;
- Décider de tous les ajustements nécessaires pour la bonne marche dudit partenariat.

Ces réunions devront enfin s'articuler avec les dispositifs mis en place dans le « plan crack » piloté par la PRIF, la Ville de Paris et l'ARS.

4.2 - Bilans mensuels

Les équipes des CAARUD, via l'association OPPELIA, fourniront tous les mois et ce, dans les cinq (5) jours suivants la fin de chaque mois, à toutes les autres Parties, les éléments suivants :

- Nombre de maraudes effectuées ;
- Nombre d'heures hebdomadaires consacrées par les CAARUD à celles-ci ;
- Nombre de personnes consommatrices de drogues contactées lors de celles-ci (dont nombre de femmes et d'hommes) ;
- Nombre de personnes consommatrices de drogues orientées/accompagnées hors des espaces RATP ;
- Les orientations et accompagnements proposés/réalisés durant les maraudes ;
- Les pratiques de consommation de drogues et leur évolution constatées ;
- La quantité de matériel de consommation ramassé par les équipes ;
- Les interactions survenues avec les agents RATP (échanges formels ou informels liés à l'activité de la maraude, explicitation des actions, sensibilisation vis-à-vis de la présence de personnes consommatrices de drogues, etc) ;
- Les situations conflictuelles éventuellement rencontrées lors de la maraude (avec les agents RATP, les personnes consommatrices de drogues, les usagers du réseau d'Île-de-France Mobilités exploité par la RATP, etc) ;
- Tout élément qualitatif permettant d'éclairer la situation et son évolution.

La RATP suivra pour sa part mensuellement :

- le nombre de personnes ayant séjourné indûment dans les espaces concernés,
- le cas échéant la quantité de matériel de consommation ramassé par ses services, indicateurs qui seront transmis dans les meilleurs délais aux autres Parties.

4.3 - Bilan annuel

L'ensemble des Parties se réunira au plus tard dans les deux (2) mois avant la date d'anniversaire, correspondant à la date de signature par l'ensemble des Parties, pour dresser un bilan quantitatif et qualitatif du partenariat, reposant en partie sur les bilans mensuels, et décider de leur participation et des modalités de cette dernière.

A cette occasion, toute Partie devra faire part aux autres de sa décision de rester ou bien de se retirer dudit partenariat et ce, sans avoir à se justifier. En cas de décision de retrait, ladite Partie ne participera plus aux discussions sur les modalités de continuation du partenariat.

Chaque réunion devra donner lieu à la rédaction d'un compte-rendu rédigé par la Partie la plus diligente reprenant à tout le moins les faits marquants ainsi que les décisions arrêtées d'autre part.

La Partie en charge d'établir ledit compte-rendu de la réunion concernée l'adressera par courriel aux autres Parties par le biais de son ou ses représentant(s) désigné(s) dans un délai raisonnable.

Dans le cadre de ces réunions, les décisions devront être prises à l'unanimité.

Chacune des Parties désignera, parmi son personnel, un ou plusieurs représentants en charge dudit suivi et par conséquent, doté(s) du pouvoir d'engager la Partie concernée dans ce cadre.

Lesdits représentants pourront participer auxdites réunions au besoin et dans la mesure du possible par voie de vidéoconférence sous réserve d'en informer au préalable, et là encore dans un délai raisonnable, l'autre Partie.

Disposition particulière au terme de la première année de la présente convention : il appartiendra à l'ensemble des Parties de se prononcer en faveur de la poursuite de la convention dans les mêmes termes au vu de deux bilans :

- un bilan des actions menées entre 2022 et 2025, comprenant les éléments suivants de reporting :
 - nombre de maraudes effectuées par an et au total ;
 - nombre de personnes consommatrices de drogues contactées (orientées, accompagnées, etc) par an et au total ;
 - pratiques de consommation et évolutions constatées ;
 - profils sociodémographiques des de personnes consommatrices rencontrées et évolutions constatées ;
 - éléments contextuels et cliniques plus larges permettant aux Parties engagées sur le volet sanitaire et social d'évaluer les besoins en termes d'offre pour ce public spécifique ;
 - et tout élément quantitatif ou qualitatif permettant d'éclairer la situation et son évolution.
- le bilan de la 1^{ère} année de la présente convention : celui-ci reprenant les éléments des bilans mensuels (paragraphe 4.2) transmis par les équipes du CAARUD via l'association OPPELIA.
 - et tout élément quantitatif ou qualitatif permettant d'éclairer la situation et son évolution.

L'ensemble des Parties appréciera également la régularité de la transmission et la complétude des bilans mensuels communiqués.

4.4 – Participation et communication à d'autres acteurs

En cas d'accord entre les Parties, d'autres acteurs (de proximité, de santé, de sécurité, etc.) pourront prendre part à tout ou partie des réunions ci-avant évoquées et se voir communiquer tout ou partie des bilans susmentionnés.

Article 5 – Communication et prises de vue

5.1 – Principes généraux

Les Parties s'engagent à mener une communication concertée à propos du partenariat. Ainsi, elles s'engagent à communiquer seule ou à plusieurs, après concertation et accord préalable, exprès et écrit de chacune d'elles notamment sur le présent partenariat, son suivi et les actions menées. Tout support de communication sur le partenariat sera ainsi transmis pour validation préalable aux Parties qui devront les valider dans un délai de quatorze (14) jours à compter de leur soumission.

Pour ce faire, les Parties s'engagent à se transmettre l'ensemble des informations requises en vue de la réalisation des supports de communication.

Sauf demande expresse et écrite contraire de l'une des Parties, dans toutes les communications autour du partenariat, les Parties s'engagent à mentionner le concours des autres Parties et à ce titre, y faire figurer a minima l'identité visuelle choisie par chacune des Parties et, dans la mesure du possible, un lien vers le site internet de chacune d'entre elles.

Chaque Partie s'engage à respecter dans l'ensemble de ses communications aussi bien les dispositions applicables à la publicité que les réglementations spécifiques relatives aux boissons alcoolisées et au tabac, aux jeux d'argent et de hasard en ligne, à la protection de l'Ordre public, de même que les interdictions d'y attenter à toute conviction religieuse, philosophique ou politique, aux bonnes mœurs ou encore d'y proférer des messages à caractère violent, raciste ou pornographique.

Chaque Partie s'engage, en outre, à convier a minima les autres Parties à tout évènement de presse organisé autour du présent partenariat où celles-ci devront pouvoir intervenir et faire état de leur engagement ainsi qu'à accorder, dans la mesure du possible, aux autres Parties un espace de présentation dans tout dossier de presse relatif audit partenariat élaboré par elle ou tout tiers.

En cas de survenance d'une situation d'une particulière gravité ou sensibilité, les Parties se coordonneront sur les mesures à prendre et les communications à faire.

Par ailleurs, si le partenariat venait à prendre fin, les Parties s'engagent à s'abstenir de tout commentaire sur les raisons de cette fin, sauf accord commun contraire.

Enfin, chacune des Parties garde à sa charge ses propres dépenses de communication.

5.2 – Licences croisées de marques

La RATP autorise chacune des autres Parties, à titre gracieux et pour la durée du partenariat, à reproduire et représenter, par tous procédés et sur tous supports, à l'exclusion de toute utilisation à des fins commerciales, le logotype « Groupe RATP ».

La PRIF autorise chacune des autres Parties, à titre gracieux et pour la durée du partenariat, à reproduire et représenter, par tous procédés et sur tous supports, à l'exclusion de toute utilisation à des fins commerciales, les marques suivantes :

- Préfecture de la région d'Île-de-France ;
- Préfecture de Paris.

La Région IDF autorise chacune des autres Parties, à titre gracieux et pour la durée du partenariat, à reproduire et représenter, par tous procédés et sur tous supports, à l'exclusion de toute utilisation à des fins commerciales, sa marque Région Île-de-France.

La Ville de Paris autorise chacune des autres Parties, à titre gracieux et pour la durée du partenariat, à reproduire et représenter, par tous procédés et sur tous supports, à l'exclusion de toute utilisation à des fins commerciales, sa marque Paris.

L'ARS autorise chacune des autres Parties, à titre gracieux et pour la durée du partenariat, à reproduire et représenter, par tous procédés et sur tous supports, à l'exclusion de toute utilisation à des fins commerciales, son logo : ARS, Agence Régionale de santé Île-de-France, sous réserve de respecter les préconisations d'utilisation du logo ARS disponibles sur le site de l'ARS IDF : <https://www.iledefrance.ars.sante.fr/logo-et-charte-graphique-de-lars-ile-de-france>.

IDFM autorise chacune des autres Parties, à titre gracieux et pour la durée du partenariat, à reproduire et représenter, par tous procédés et sur tous supports, à l'exclusion de toute utilisation à des fins commerciales, sa marque française semi-figurative Île-de-France Mobilités n° 4359685.

Cette licence permet à chacune des Parties de reproduire l'un ou plusieurs des marques évoquées ci-avant dans le cadre strict de la communication concertée autour du partenariat.

Ainsi, chaque Partie reste titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle qu'elle détient à la signature de cette convention ou dont elle deviendrait titulaire ultérieurement sur les marques susmentionnées.

Chaque Partie s'engage à exploiter les marques susvisées sans modification dans les proportions ou dans les couleurs, ni aucune suppression ou ajout et selon les directives et chartes graphiques fournies au préalable par chacune des Parties.

Plus généralement, chacune des Parties s'interdit, en outre, de porter atteinte de quelque manière que ce soit à l'ensemble des droits de propriété intellectuelle de l'autre partie et/ou à sa renommée et son image.

Toute exploitation des marques susmentionnées en dehors des présentes stipulations contractuelles sera assimilable à un acte de contrefaçon.

5.3 – Prises de vue générales

Sous réserve qu'aucun gros plan ne soit fait, chacune des Parties est autorisée à :

- Effectuer des prises de vue générales, sous forme photographique et vidéographique, autour des actions menées ;
- Exploiter ces prises sans limitation temporelle ou géographique, à l'exclusion de toute exploitation à des fins commerciales, notamment pour promouvoir le partenariat ou son action partenariale ;

- Conserver ces prises de vue dans un fond documentaire.

Les Parties sont autorisées à réaliser leurs propres prises de vue photographiques et vidéographiques autour des actions menées au titre du présent partenariat sous réserve de se munir au préalable de l'autorisation nominative délivrée par la RATP dès lors que celles-ci interviennent dans les espaces de la RATP, dont les stations de métro. En effet, en application des règles de police, les prises de vue photographiques ou cinématographiques dans les stations de métro sont interdites sans autorisation préalable de la RATP. Pour des questions de sécurité, de risques d'entrave à l'exploitation du trafic et à la circulation des voyageurs, le non-respect de ces dispositions induit des infractions de 4e classe. Qui plus est, les prises de vue ainsi effectuées doivent impérativement respecter les consignes énoncées dans les autorisations délivrées par la RATP.

Tout photographe ou cadreur travaillant pour l'une des Parties désirant installer du matériel photographique ou cinématographique professionnel (trépieds, etc.) dans les espaces de la RATP doit donc au préalable contacter pour accord :

Service de presse RATP

Courriel : servicedepresse@ratp.fr

Tél : 01 58 78 37 37

Sur demande et selon des modalités à définir au cas par cas, les Parties pourront se concéder, par un acte écrit séparé, le droit d'exploiter lesdites prises de vue ainsi réalisées.

Chaque Partie est seule chargée, notamment lors de prises de vue générales réalisées au titre du présent partenariat, d'obtenir de tout tiers concerné l'autorisation de capter, fixer et de reproduire son image selon des modalités à convenir préalablement, expressément et par écrit avec celui-ci.

Article 6 - Confidentialité

Les Parties s'engagent à conserver confidentielles toutes les informations de quelque nature qu'elles soient, dont elles auraient reçu communication et/ou dont elles auraient pu avoir connaissance au travers du présent partenariat, ainsi que le contenu de la convention elle-même, incluant notamment, mais non limitativement, les informations techniques, commerciales, financières, sous réserve de l'exercice des droits qu'elles détiennent au titre de la présente convention.

Cette obligation de confidentialité s'étend à l'ensemble des préposés et autres intervenants pour le compte de chacune des Parties ainsi qu'à leurs sociétés affiliées et prestataires, qui auront eu accès par le fait de l'une des Parties à ces informations et ce, tant que celles-ci ne sont pas tombées dans le domaine public et n'ont pas été divulguées par la Partie qui en est à l'origine.

Cette obligation perdure au-delà de la fin de la convention pour une durée de dix (10) ans.

Cette obligation s'entend sous réserve de toute obligation légale ou décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans

cette hypothèse, chaque Partie devra informer l'autre de la requête ou de l'injonction qui lui aura été faite de communiquer.

Article 7 – Responsabilités, garanties et assurances

7.1 - Chaque Partie sera responsable de tout dommage occasionné dans le cadre de l'exécution de la présente convention, par ses préposés et/ou tout intervenant pour son compte, qu'il s'agisse d'une personne physique ou bien morale dès lors que celle-ci est placée sous sa responsabilité, et/ou par les biens et installations sous sa surveillance, du fait de sa présence et/ou de son activité dans les lieux susmentionnés et ce, quelle qu'en soit la cause.

A ce titre, chaque Partie renonce à exercer à l'encontre des autres Parties, de leur personnel et de leur assureur, toute déclaration, revendication, réclamation ou action en raison des dommages visés ci-dessus et s'engage à les garantir contre tout recours qui pourrait être exercé contre elles de ce chef. Et le cas échéant, si la responsabilité des autres Parties, de leurs dirigeants, salariés, prestataires ou encore assureurs venait à être recherchée pour une des causes susmentionnées, la Partie ci-avant désignée apportera sa collaboration et le cas échéant, interviendra volontairement, sous réserve de la réglementation en vigueur, dans toute instance ou instruction à leur encontre.

En outre, celle-ci supportera seule les conséquences pécuniaires desdits dommages.

7.2 - D'un commun accord, les Parties conviennent en outre que leur responsabilité résultant d'un manquement à l'une de leurs obligations aux termes de ladite convention ne pourra être engagée que pour des dommages directs et donc que l'indemnisation de dommages indirects est exclue. A cet égard, les Parties conviennent que sont des dommages indirects les pertes de chances, de bénéfices, de chiffres d'affaires, d'intérêts, de marges, de revenus, de commandes, d'usagers du réseau d'Île-de-France Mobilités exploité par la RATP, d'exploitation d'actions commerciales ou encore l'atteinte à l'image de marque.

7.3 - La RATP ne garantit aucune des autres Parties et décline donc toute responsabilité en cas de vol, détérioration ou tout autre acte délictueux réalisé par des tiers dans ses espaces, à la condition que de telles hypothèses ne résultent pas de sa faute avérée ou d'un manquement caractérisé à l'une quelconque de ses obligations. A ce titre, les autres Parties renoncent à toute déclaration, revendication, réclamation ou action à l'encontre de la RATP de ce chef.

De plus, il est rappelé aux autres Parties, que compte tenu de l'activité de transport urbain de la RATP et de la sécurité de ses espaces, tout matériel utilisé dans les espaces de la RATP sera soumis à des amplitudes thermiques, des variations hydrométriques et des empoussièrerements anormaux, pouvant l'altérer quelque peu, ce dont la RATP ne saurait être tenue pour responsable. A ce titre, les autres Parties renoncent à toute déclaration, revendication, réclamation ou action à l'encontre de la RATP de ce chef.

7.4 - Les CAARUD s'engagent à contracter toutes assurances utiles auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables afin de couvrir tout risque de responsabilité civile pour tous dommages corporels et/ou matériels pouvant être causés aux autres Parties, à leur personnel ou encore à leur matériel ainsi qu'à des

tiers, du fait de l'usage de son propre matériel, du matériel éventuellement mis à sa disposition par l'une des Parties, des aménagements ou installations, lieux d'intervention et/ou du fait de ses préposés et/ou tout intervenant pour son compte dans le cadre des présentes.

A ce titre, les CAARUD s'engagent à fournir, à première demande de toute autre Partie, une attestation de leur assureur respectif précisant la nature et le montant des garanties souscrites et comportant d'une clause de renonciation de tout recours contre les autres Parties et leur personnel respectif.

En outre, elles devront déclarer immédiatement tout sinistre aux autres Parties.

7.5 - En présence d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure, la responsabilité de l'une quelconque des Parties ne pourra en aucun cas être recherchée.

En revanche, si la responsabilité de l'une des Parties, de ses dirigeants, de ses salariés ou de ses prestataires venait à être recherchée dans le cadre de l'exécution des présentes, les autres devront apporter leur collaboration et le cas échéant, intervenir volontairement, sous réserve de la réglementation en vigueur, dans toute instance ou instruction à l'encontre de celles-ci.

7.6 - Aucune Partie ne sera considérée comme ayant manqué à ses obligations si leur exécution est retardée, en totalité ou en partie, par un cas de Force Majeure.

Est considéré comme un cas de Force Majeure, tout fait ou circonstance, irrésistible, extérieur et imprévisible ou si prévisible, inévitable indépendamment de la volonté de la Partie qui s'en prévaut et qui ne peut être empêché par celle-ci malgré tous ses efforts raisonnables, tels que des perturbations civiles ou émeutes, une grève (autre qu'une grève impliquant principalement des employés de l'une des Parties), un incendie, une inondation, un séisme, une explosion ou toute catastrophe naturelle.

La Partie qui se prévaut d'un événement de Force Majeure en informera rapidement les autres Parties par écrit et prendre toutes les mesures raisonnables pour minimiser les conséquences d'une telle situation.

Si le cas de Force Majeure persiste pendant plus de trente (30) jours à compter de la notification par la Partie qui se prévaut de l'évènement de Force Majeure, les Parties se rencontreront pour décider des conditions de poursuite ou de résiliation de la convention.

7.7 - Chaque Partie prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la sécurité sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles dont il relève et procède aux formalités qui lui incombent.

7.8 - Chaque Partie s'engage expressément à ce que toutes les informations et les autres éléments communiqués ne contrefassent pas les droits de tiers.

En outre, chacune des Parties s'engage, notamment lors de prises de vue générales réalisées au titre du présent Partenariat, à obtenir de la part de tout tiers concerné l'autorisation de capter, fixer ainsi que de reproduire son image selon des modalités convenues préalablement, expressément et par écrit avec celui-ci, venant ainsi garantissant toutes les autres Parties contre toute déclaration,

revendication, réclamation ou action de ce tiers du fait d'une violation de son droit à l'image.

7.9 – Les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel dont la Loi n°78-17 du 06 janvier 1978 et le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Article 8 - Durée

Cette convention prend effet à compter de sa signature par toutes les Parties et ce, pour trois (3) ans, avec une disposition particulière (clause probatoire) à l'issue de la première année.

Clause de rétractabilité si certains termes de la convention ne sont pas respectés : la présente convention comprend un droit de rétractation pour les financeurs au terme de la première année de la convention.

A l'issue de celle-ci et dans l'éventualité où une des Parties ne serait pas satisfaite des activités, des résultats, ou des retours d'information apportés par les équipes du CAARUD via l'association OPPELIA, elle dispose d'un droit de rétractation. Les financeurs seront ainsi particulièrement attentifs aux éléments de reporting mensuel et de bilan transmis par les équipes des CAARUD via l'association OPPELIA.

L'ensemble des Parties se réunira au plus tard dans les deux (2) mois avant la date d'anniversaire, correspondant à la date de signature par l'ensemble des Parties, pour dresser un bilan quantitatif et qualitatif du partenariat, reposant en partie sur les bilans mensuels, et décider de leur participation et des modalités de cette dernière. A cette occasion, les financeurs pourront exprimer leur souhait de rétractation.

En cas de rétractation d'un ou plusieurs des financeurs, le versement de la subvention allouée par celui ou ceux-ci prendra fin. Les financeurs restants ne seront pas tenus d'abonder la part manquante.

Cette durée peut être prorogée par voie d'avenant écrit entre les Parties.

Article 9 – Force obligatoire, modification, sortie, retrait, exclusion et résiliation

9.1 - La présente convention exprime l'intégralité de l'accord des Parties relatif au partenariat.

Elle annule et se substitue à toutes négociations, déclarations ou accords antérieurs relatifs à son objet tant par écrit que verbalement, sans préjudice toutefois des droits acquis par l'une ou l'autre Partie antérieurement à sa signature.

9.2 - Si l'une des dispositions de la présente convention est déclarée nulle, illégale ou inapplicable par un arbitre, un tribunal ou toute autre autorité compétente, elle sera réputée non écrite et les autres dispositions de la convention continueront de produire tous leurs effets.

Néanmoins, les Parties négocieront de bonne foi les termes d'une clause

satisfaisante visant à remplacer la disposition déclarée nulle, illégale, ou inapplicable dans les meilleurs délais.

9.3 - La renonciation, par l'une quelconque des Parties, à se prévaloir d'une clause de la présente convention ne constituera en aucun cas un précédent ou une renonciation générale de cette partie à s'en prévaloir.

9.4 - La présente convention ne peut être étendue, limitée ou modifiée que par voie d'avenant écrit et signé par l'ensemble des Parties.

9.5 - En cas d'inexécution par l'une des Parties de l'une quelconque des obligations lui incombant en vertu de la présente convention, celle-ci pourra, par principe, être résiliée de plein droit suite à l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure l'enjoignant d'exécuter ses obligations ou réparer son manquement restée sans effet pendant plus de quinze (15) jours après sa première présentation, sans préjudice de tout dommage et intérêt auxquels la ou les Parties lésée(s) pourrai(en)t prétendre en raison de cette inexécution et de la résiliation corrélative de la présente convention.

En lieu et place de la résiliation de la présente convention, les Parties non défaillantes peuvent également convenir ensemble de simplement exclure la Partie défaillante. Dans ce cas, la Partie considérée comme défaillante verra l'ensemble des droits dont elle bénéficie au titre du partenariat suspendus. En revanche, l'exclusion de cette Partie ne la dispense pas de remplir les obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation à son endroit. De même, cette exclusion ne saurait en aucun cas être interprétée comme une renonciation des autres Parties Prenantes à l'exercice de leurs droits et à d'éventuels dommages et intérêts.

9.6 - Toute Partie peut également, de plein droit et sans mise en demeure préalable, en raison de toute communication non concertée émanant d'une autre Partie qu'elle peut légitimement juger illicite ou ne pouvant être acceptée notamment et non exclusivement pour des raisons d'intérêt général, de sécurité ou d'ordre public, par obligation imposée dans le cadre d'une décision administrative, de contraintes légales, réglementaires, exigences du service public ou trouble anormal dans la bonne exploitation de son réseau de transports en commun, résilier unilatéralement ladite convention et ce, sans indemnités, sans que cette autre Partie ne puisse élever une quelconque réclamation à ce titre nonobstant la durée initialement fixée à l'article précédent.

Quant à la RATP, elle peut aussi, de plein droit et sans mise en demeure préalable, du fait d'une injonction des pouvoirs publics, pour des raisons d'intérêt général, de sécurité ou d'ordre public, par obligation imposée dans le cadre d'une décision administrative, de contraintes légales, réglementaires, exigences du service public ou trouble anormal dans la bonne exploitation de son réseau de transports en commun, résilier unilatéralement ladite convention et ce, sans indemnités, sans que toute autre Partie ne puisse élever une quelconque réclamation à ce titre nonobstant la durée initialement fixée à l'article précédent.

9.7 – Dans tous les cas, les dispositions relatives aux Informations Confidentielles restent applicables pour la durée prévue à l'article considéré.

En cas de retrait ou d'exclusion pour défaillance, la Partie concernée ne pourra demander aux autres Parties la restitution de la contribution qu'elle aura déjà versée au titre du partenariat.

Article 10 – Loi applicable, domiciliation et règlement des litiges

10.1 - Le droit applicable à la présente convention est le droit français.

10.2 - Pour l'exécution de la présente convention, chacune des Parties élit domicile à l'adresse visée en tête des présentes.

10.3 - En cas de différend né de la conclusion, l'exécution, la résiliation ou encore l'interprétation de la présente convention, les Parties doivent tenter d'y trouver amiablement une solution sous un délai de quinze (15) jours.

Si au terme de ce délai, les Parties n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une solution, le litige pourra alors être porté devant la juridiction compétente du ressort de la Cour d'appel de Paris.

EN FOI DE QUOI,

Les Parties signent la présente convention en la personne de leurs représentants dûment habilités à cet effet,

En huit exemplaires originaux,

A Paris, le

La Préfecture de la Région d'Île-de-France, préfecture de Paris

Représentée par le préfet de la région d'Île-de-France, préfet de Paris, Monsieur Marc GUILLAUME

La Région Île-de-France

Représentée par la présidente de la Région Île-de-France, Madame Valérie PECRESSE

La Ville de Paris

Représentée par la Maire de Paris agissant en vertu d'une délibération votée lors du Conseil de Paris des 1, 2, 3 et 4 juillet 2025

L'Agence Régionale de Santé Île-de-France

Représentée par le directeur de la Délégation Départementale de Paris de l'ARS, Monsieur Tanguy BODIN

L'Association Oppélia pour sa structure Charonne
Le directeur, Monsieur Abdou NDIAYE

L'Association Aurore
Le directeur territorial Paris-Nord, Monsieur Gilles WALQUENART

L'Association GAIA Paris
La directrice générale, Madame Elisabeth AVRIL

La Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP)
Le directeur RATP Sûreté, Monsieur Didier ROBIDOUX

Île-de-France Mobilités
Le directeur général, Monsieur Laurent PROBST

ANNEXE 6 bis - Fiche projet RATP - OPPELIA

DOSSIER N° 25002034 - Soutien à la prévention santé des jeunes - OPPELIA CHARONNE

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	163 000,00 € TTC	19,63 %	32 000,00 €
	Montant total de la subvention		32 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPPELIA
Adresse administrative : 3 QUAI D'AUSTERLITZ
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PIERRE COUTERON, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : action mutualisée CAARUD / RATP auprès des consommateurs de produits psychoactifs du métro parisien

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sanitaires sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Les usagers des transports de la RATP ainsi que ses agents peuvent rencontrer des difficultés de diverses natures en raison de la présence récurrente d'usagers de drogues dans certaines stations et gares.

Des actions ponctuelles d'aller-vers ont permis d'approcher les usagers de drogues, de les orienter vers des dispositifs médico-sociaux adaptés ainsi que de les sortir des espaces de transport, mais il paraît nécessaire de poursuivre la mobilisation de chacun des partenaires.

Aussi, dans le but d'améliorer la situation dans un certain nombre d'espaces du réseau de transports en commun parisien exploité par la RATP, le partenariat entre la PRIF (Préfecture de région Île-de-France et Paris), la Région IDF, la Ville de Paris, l'ARS, les trois CAARUD ainsi que la RATP se poursuit en vue de remédier aux risques liés à la présence d'usagers de drogues dans les espaces du réseau de transport parisien exploités par la RATP, et de faciliter leur prise en charge médico-sociale.

Il est ainsi prévu de :

- Poursuivre et développer les maraudes communes RATP/CAARUD et Inter CAARUD aux fins d'approcher et discuter avec les usagers de drogues présents dans les espaces de la RATP (lignes de métro 2, 4, 5, 8, 9 et 11) ;
- sensibiliser les usagers de drogues aux règles de sécurité vis-à-vis des usagers et des agents de la RATP ;
- Informer les usagers de drogues de la présence d'antennes mobiles et/ou de structures spécialisées en surface et les orienter vers celles-ci aux fins de diminuer la stagnation desdits usagers sur les quais des stations de métro ;
- Accompagner les usagers de drogues vers des services d'hébergement, de soins, de soutien social.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 000,00	0,61%
Services extérieurs	600,00	0,37%
Autres services extérieurs	1 030,00	0,63%
Impôts et taxes	10 892,00	6,68%
Charge de personnel	144 018,00	88,35%
Autres charges de gestion courante	5 460,00	3,35%
Total	163 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	32 000,00	19,63%
Subvention Etat	75 000,00	46,01%
Subvention Collectivités territoriales et groupements	28 000,00	17,18%
Subvention d'organismes semi-publics	28 000,00	17,18%
Total	163 000,00	100,00%

ANNEXE 7 - SOUTIEN AUX PROFESSIONNELS DE SANTE DANS L'EXERCICE DE LEUR ACTIVITE

DOSSIER N° EX093608 - Une Région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé - SOINS AUX PROFESSIONNELS DE LA SANTE

Dispositif : Une Région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé (n° 00001140)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Une Région solidaire qui accompagne et soutient les professionnels de santé	355 000,00 € TTC	14,08 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPS SOINS AUX PROFESSIONNELS DE SANTE
Adresse administrative : 31 AV DE VERSAILLES
75016 PARIS 16E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ERIC HENRY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : prévenir les risques psycho-sociaux chez les professionnels de santé.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sanitaires sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

Description :

Le projet vise à assurer la coordination de la plateforme d'écoute et de prise en charge des professionnels de la santé et des étudiants. Ce dispositif est anonyme, confidentiel, gratuit, ouvert 7/7j et 24/24h avec plus de 100 psychologues formés aux risques psychosociaux et à la crise suicidaire. Cette plateforme est disponible via le numéro vert 0806 23 23 36 et l'application mobile AssoSPS. Depuis 2020, la plateforme a répondu à plus 30 000 appels dont 30% en Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

■ REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
61 - Services extérieurs	20 000,00	5,63%
62 - Autres services extérieurs	180 000,00	50,70%
64- Charge de personnel	155 000,00	43,66%
Total	355 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
74 - Subventions d'exploitation	250 000,00	70,42%
Subvention Région sollicitée	50 000,00	14,08%
Subvention d'organismes privés	50 000,00	14,08%
Autres produits de gestion courante	5 000,00	1,41%
Total	355 000,00	100,00%

ANNEXE 8 - CONVENTION 2026-2029 RELATIVE A L'ORS IDF

Convention 2026-2029
entre la Préfecture d'Île-de-France, l'Agence Régionale de Santé ,
la Région Île-de-France,
et L'Institut Paris Region

relative à
l'Observatoire Régional de Santé Île-de-France

La présente convention porte sur la coopération entre les signataires pour le fonctionnement partenarial de l'Observatoire Régional de Santé (ORS) d'Île-de-France. Elle est conclue entre :

La préfecture de Région

Représentée par M. Marc GUILLAUME, Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris

L'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France,

Représentée par Mr Denis ROBIN, Directeur général de l'ARS

la Région Île-de-France,

Représentée par Mme Valérie PÉCRESSE, Présidente de la Région Île-de-France,

L'Institut Paris Region (IPR)

Représenté par M. Nicolas BAUQUET, Directeur Général de l'IPR

Préambule

Créé en 1974 au sein de l'institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne, devenu L'Institut Paris Region (L'IPR), l'ORS met à disposition des acteurs publics régionaux des données et des analyses sur la santé des Franciliens, leur permettant de mettre en place des politiques publiques adaptées. Département santé de L'IPR ; il est doté d'un dispositif de pilotage partenarial propre décrit dans la présente convention.

Il bénéficie des compétences de l'ensemble des équipes de l'IPR, notamment en matière d'urbanisme, de logement, de transports, de mobilité, d'environnement, de biodiversité, d'énergie, de déchets, d'économie, d'emploi, de sécurité, et sur les questions de société. En tant que membre de la Fédération Nationale des ORS (FNORS), il dispose d'un accès facilité aux données de santé, aux outils, méthodes et formations proposés aux professionnels des ORS.

Les parties, soulignant leur intérêt commun pour la mise à disposition et l'analyse de données territorialisées de santé et d'accès aux soins en soutien à la construction des politiques publiques régionales et partageant le constat de la nécessité d'un espace privilégié d'échange entre partenaires et s acteurs de la santé et de la santé environnementale pour intensifier les collaborations et intégrer la santé dans les politiques publiques régionales,

conviennent de ce qui suit :

Article 1 : Les missions de l'ORS

L'ORS contribue à une meilleure compréhension des besoins à partir d'études à l'échelle des groupes de population, à différents échelons géographiques et sur des pathologies spécifiques à la situation de l'Île-de-France. Il recherche, valide, analyse et diffuse les données disponibles sur les déterminants de santé, sur les inégalités sociales et territoriales de santé, sur les pathologies et leurs évolutions, sur la qualité de vie des différents groupes de population, sur l'offre de soins ainsi que sur la santé-environnement.

Il a pour missions :

1/ de produire de la connaissance pour une meilleure compréhension des questions sanitaires en Île-de-France :

- en élaborant et mettant en œuvre un programme d'études annuel qui comprend des études épidémiologiques dont la réalisation s'appuie sur le guide professionnel de référence : Recommandations de déontologie et bonnes pratiques en épidémiologie ;
- en articulant le programme de travail de l'ORS aux différents plans et dispositifs de l'ARS et de la Région ;
- en appuyant, si nécessaire à la demande de la Préfecture, de l'ARS ou de la Région Île-de-France, les groupes de travail et les programmes mis en place, par un travail d'expertise et de mise en perspective,
- en prenant en charge la gestion, la mise à jour et l'accessibilité des bases de données et des outils à destination des décideurs et du grand public ;
- en produisant un rapport d'activité annuel;

2/ de mettre à disposition des acteurs et des partenaires la connaissance produite et de valoriser les travaux pouvant éclairer la décision :

- en valorisant les résultats des études ainsi que les différents types de productions élaborées par ses soins ;
- en diffusant les informations les plus pertinentes au regard des spécificités de l'Île-de-France, notamment en mettant à disposition via internet des indicateurs accessibles à différents échelons territoriaux ;
- en accompagnant les acteurs locaux dans l'appropriation des résultats

3/ de créer un espace d'échanges entre les acteurs producteurs et utilisateurs de données utiles pour l'amélioration de la santé des Franciliens :

- en animant le réseau ISEE ;
- en développant et renforçant les liens avec d'autres organismes intervenant dans le champ de la santé publique (réseau des ORS, cellule régionale Île-de-France de Santé publique France ...) afin de favoriser la mutualisation de certains travaux et un accès facilité à certaines données de santé ;
- en développant une collaboration avec des instances nationales de production de données : CNAM, Drees, INSEE, Santé publique France... afin de sécuriser et d'accélérer l'accès aux données pertinentes pour l'Île-de-France et assurer la déclinaison territoriale de certaines enquêtes nationales ;
- en travaillant avec les autres départements de L'Institut Paris Region afin de maximiser les ressources et les approches transversales qui permettent une compréhension globale des enjeux de santé au sein des territoires.

Article 2 : La gouvernance de l'ORS

Les travaux de l'ORS Île-de-France sont pilotés par un dispositif partenarial et scientifique comprenant trois instances : un directoire, un comité des partenaires et un comité technique de pilotage.

Ces instances constituent un lieu d'échanges et d'information sur la santé et la santé-environnement entre experts et acteurs professionnels d'horizons divers.

2.1 - Le Directoire

Le Directoire :

- approuve le programme d'études en amont de son vote par le Conseil d'Administration de l'IPR ainsi que son planning prévisionnel de production dont il assure le suivi
- approuve les comptes et le budget prévisionnel de l'ORS en amont de leur vote par le Conseil d'Administration de l'IPR
- approuve le rapport d'activités annuel.

Il examine les candidatures des membres du comité des partenaires et acteurs souhaitant intégrer le comité de partenaires et statue sur leur approbation.

Il est composé de dix membres : 5 représentants de l'Etat (ARS et Préfecture de Région), 5 représentants de la Région Île-de-France, dont le ou la Vice-Président(e) chargé de la santé.

La présidence du Directoire est assurée par le ou la Président(e) de la Région-Île-de-France ou son (sa) représentant (e) et la vice-présidence par le ou la Directeur(trice) général(e) de l'Agence régionale de santé ou son (sa) représentant(e).

Le Directoire se réunit au moins une fois par an, en amont du Conseil d'Administration de l'IPR, à l'initiative du Directeur de l'ORS, ou si besoin, d'un représentant de la Région Île-de-France ou d'un représentant de l'ARS.

Le Président du Directoire peut autoriser la présence, en qualité d'observateur, de toute personne utile à ses travaux.

2.2 - Le Comité des partenaires

Il est présidé par le ou la Président(e) du Directoire.

Sa mission est de nourrir le programme d'études de l'ORS par l'identification de propositions de sujets d'études, de sources de données ou de toutes autres informations utiles.

Il est constitué des membres du Directoire, des représentants techniques des autorités signataires et de partenaires et d'acteurs œuvrant dans le champ de la santé dont les candidatures auront été approuvées par le Directoire.

Ces partenaires sont producteurs, au niveau national ou régional, de données ou analysent des données utiles pour la connaissance sanitaire et sociale de la région et les travaux de l'ORS.

Ce comité se réunit une fois par an en amont du comité technique de pilotage, à l'initiative du Directeur de l'ORS ou, si besoin, d'un représentant de la Région Île-de-France ou d'un représentant de l'ARS.

2.3 – Le Comité technique de pilotage

Il est présidé par le ou la Président(e) du Directoire

Il est constitué des membres du Directoire et des représentants techniques des autorités signataires.

Il élabore le programme d'études à présenter au Directoire et assure le suivi de sa réalisation. Il propose également le rapport d'activités.

Ce comité se réunit au moins deux fois par an, à l'issue du comité des partenaires et une fois en amont du Directoire, à l'initiative du ou de la Directeur(trice) de l'ORS ou, si besoin, d'un représentant de la Région Île-de-France ou d'un représentant de l'ARS.

Article 3 : Financement

Le budget annuel de l'ORS est financé à parts égales par la région Île-de-France et par l'Agence régionale de santé.

La gestion administrative et financière de l'ORS ainsi que la gestion de ses ressources humaines sont assurées par l'IPR. La participation de la région Ile-de-France au budget annuel de l'ORS comprend, pour une part n'excédant pas 15%, une fraction de la subvention globale allouée par la Région à l'IPR.

L'ORS peut recevoir des recettes supplémentaires liées à des commandes intégrées à son programme de travail ou à d'autres activités.

L'ensemble de ces éléments budgétaires sont validés par le Directoire de l'ORS et présentés au Conseil d'Administration de l'IPR.

Article 4 : Le programme d'études de l'ORS

L'activité de l'ORS s'organise autour d'un programme d'études annuel, répondant à des enjeux intéressant ses financeurs et à des besoins de connaissances partagées.

Le programme d'études annuel de l'ORS est présenté par le comité technique de pilotage au Directoire organisé en amont du CA de l'IPR et intégré au programme partenarial d'activités de L'Institut Paris Region.

Il décline pour l'année les modalités de mise en œuvre des objectifs, engagements et missions figurant à l'article 1 de la présente convention.

Il est transmis aux services de la Région, de l'ARS et de la Préfecture de Région une fois adopté par le Conseil d'administration de l'IPR.

Le programme annuel d'études de l'ORS peut faire l'objet d'évolutions ciblées en cours d'année pour tenir compte de nouvelles demandes de la Région ou de l'ARS. Elles doivent être approuvées par le Directoire.

Article 5 : Engagements de la Région Île-de-France

La Région Île-de-France s'engage à participer au financement de l'ORS dans les conditions définies à l'article 3 de la présente convention. Les modalités de ce financement sont prévues dans le cadre contractuel entre la Région et L'Institut Paris Region.

La Région s'engage par ailleurs à participer au Directoire, au comité des partenaires et au comité technique de pilotage de l'ORS, et à contribuer à la définition du programme annuel d'études de l'ORS et du planning prévisionnel de sa réalisation.

La Région s'engage à fournir à l'ORS toutes les données et les connaissances pertinentes qu'elle détient pour l'élaboration de la programmation et la réalisation des études dans le respect des règles de confidentialité et notamment du RGPD.

Article 6 : Engagements de l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France

L'ARS s'engage à participer au financement de l'ORS dans les conditions définies à l'article 3 de la présente convention.

L'ARS s'engage par ailleurs à participer au Directoire, au comité des partenaires et au comité technique de pilotage de l'ORS, et à contribuer à la définition du programme annuel d'études de l'ORS et du planning prévisionnel de sa réalisation.

L'ARS s'engage à fournir à l'ORS toutes les données et les connaissances pertinentes qu'elle détient pour l'élaboration de la programmation et la réalisation des études dans le respect des règles de confidentialité et notamment du RGPD.

Article 7 : Engagement de la Préfecture de Région

La Préfecture de Région s'engage à participer au Directoire, au comité des partenaires et au comité technique de pilotage de l'ORS et à contribuer à la définition du programme annuel d'études de l'ORS et du planning prévisionnel de sa réalisation.

La préfecture de Région s'engage à fournir à l'ORS toutes les données et les connaissances pertinentes qu'elle détient pour l'élaboration de la programmation et la réalisation des études dans le respect des règles de confidentialité et notamment du RGPD.

La préfecture de Région peut contribuer au financement de certaines études spécifiques.

Article 8 : Engagements de L'Institut Paris Region

L'Institut Paris Region s'engage à mobiliser les moyens nécessaires au fonctionnement et à l'exercice des activités de l'ORS Île-de-France telles que définies et organisées par la présente convention.

Article 9 : Propriété et obligations en matière de diffusion des études

Les études réalisées par l'ORS Île-de-France dans le cadre du programme annuel d'études définitivement adopté par le CA sont la propriété de L'Institut Paris Region.

Le Directoire de l'ORS en définit le mode de diffusion. Les membres du Directoire en sont tous destinataires de droit.

L'ORS s'engage à rendre accessible les résultats de ses études et à accompagner les destinataires, notamment les adhérents de l'IPR, dans leur appropriation.

Ces études sont adressées aux partenaires signataires une semaine avant leur diffusion, afin de laisser la possibilité, si les partenaires le souhaitent, de relayer la communication, conjointement (communiqué de presse commun) ou non. Ceci ne peut aucunement remettre en question l'indépendance scientifique de l'ORS, ni l'impartialité des résultats qu'il publie, et en aucun cas, ne peut conduire à l'interdiction de publication ou à un report trop important, sauf en période de réserve.

Les résultats des études sont publiés sous le timbre et la responsabilité de L'Institut Paris Region – ORS avec une mention explicite : « *ORS Île-de-France, département santé de L'Institut Paris Region, est un observatoire financé par l'Agence régionale de santé et par la Région Île-de-France* ». Cette mention, ainsi que les logos de l'ARS et de la Région, figurent sur la quatrième de couverture des études, le logo Institut Paris Region - ORS figurant sur la première page. Dans le cas d'études avec des financeurs complémentaires, le cas échéant, la mention de leur participation peut être ajoutée avec leur logo.

Pour les études réalisées pour le compte de tiers, les commanditaires bénéficient de la propriété desdites études et précisent, par une convention avec L'Institut Paris Region qui représente l'ORS, les conditions de leur financement, de leur diffusion et de leur exploitation.

L'ORS s'engage également à transmettre à la Région et à l'ARS des données agrégées scientifiquement pertinentes conformément aux différentes conventions et à la réglementation en vigueur.

L'ORS pourra mettre à disposition en open data sur son site ou sur demande certaines données agrégées lorsque les conditions liées au règlement général sur la protection des données (RGPD) le permettront ;

Article 10 : Données à caractère personnel

Dans le cadre des études réalisées au titre du programme d'études annuel, l'ORS est amené à gérer des données à caractère personnel qui constituent pour certaines des données dites sensibles comme par exemple les données de santé.

L'Institut Paris Region s'engage à offrir des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles afin de respecter le règlement général sur la protection des données RGPD (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Les parties conviennent dès à présent que toute étude inscrite au programme d'études de l'ORS engendrant le traitement de données à caractère personnel, au sens du règlement général sur la protection des données RGPD, fera l'objet d'une convention spécifique précisant les droits et obligations respectifs des signataires à la présente convention concernées par ce traitement.

Le Délégué de la Protection des Données à caractère personnel de L'Institut Paris Region est accessible à l'adresse suivante : dpo@institutparisregion.fr

Article 11 : Obligations en matière d'éthique

L'ORS s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

Les partenaires financeurs sont amenés à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, les partenaires financeurs se réservent la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par les partenaires financeurs.

Article 12 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2026, pour une période de 4 ans couvrant les années 2026 à 2029 incluses.

Article 13 : Modification

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances délibératives des parties signataires. Les avenants ne peuvent mettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Article 14 : Retraits, Résiliation

Chaque partie signataire a la possibilité de demander son retrait de la présente convention par lettre recommandée adressée aux autres parties, postée à l'attention du Directeur général de L'Institut Paris Region. Ce retrait intervient dans un délai de trois mois après réception de la demande.

Le retrait d'un des financeurs principaux, Région ou ARS, vaut résiliation de la convention.

Fait à Saint-Denis en quatre exemplaires originaux, le

**Le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris,
Monsieur Marc GUILLAUME**

**Le Directeur général de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France,
Monsieur Denis ROBIN**

**La Présidente de la Région Île-de-France,
Madame Valérie PÉCRESSE**

**Le Directeur général de L'Institut Paris Region,
Monsieur Nicolas BAUQUET**

ANNEXE 9 - SOUTIEN AUX GRANDES VULNERABILITES

DOSSIER N° EX096417 - Soutien aux personnes concernées par l'après-cancer, la drépanocytose ou les soins palliatifs - FONDATION ARC POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER

Dispositif : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades (n° 00000782)

Délibération Cadre : CP2019-160 modifiée du 22/05/2019

Imputation budgétaire : 934-412-65748-141003-300

Action : 14100301- Ile-de-France Prévention Santé Sida

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	138 116,74 € TTC	7,24 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION ARC POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER
Adresse administrative : 9 RUE GUY MOQUET
94800 VILLEJUIF
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Dominique Bazy, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutien au Triathlon des roses 2025

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sanitaires justifie un démarrage anticipé des dépenses

Description :

Le Triathlon des Roses est un événement organisé chaque année depuis 2014 dans plusieurs régions françaises dont l'Ile-de-France. Événement sportif et solidaire dédié à la recherche sur les cancers du sein, il vise :

- la promotion d'une pratique sportive régulière comme facteur de prévention de survenue des cancers et de maintien en santé des personnes en rémission ou guéries d'un cancer ;
- la sensibilisation aux enjeux de la recherche sur les cancers du sein ;
- la levée de fonds pour la recherche sur les cancers du sein : les fonds collectés serviront à soutenir plusieurs projets de recherche sur la biologie des cancers agressifs et résistants aux traitements (axe de la stratégie décennale de lutte contre le cancer).

Le déroulé de cet événement prévoit :

- au premier trimestre : l'ouverture des inscriptions grand public et le démarrage des campagnes de

promotion sur les réseaux sociaux

- en juin : l'organisation du premier entraînement in situ en partenariat avec le Stade Français et la publication du plan d'entraînement étalé sur 12 semaines. Il est également proposé un entraînement en ligne via le « triathlon des Roses Connecté » afin d'accompagner le public à distance.

- le 20 septembre : tenue du Triathlon des Roses 2025 d'Ile-de-France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 MARNES-LA-COQUETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	82 378,00	59,65%
Autres services extérieurs	54 500,00	39,46%
Autres dépenses (préciser)	1 228,74	0,89%
Total	138 106,74	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	12 700,00	9,20%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	10 000,00	7,24%
Autres produits de gestion courante	115 406,74	83,56%
Total	138 106,74	100,00%